

NUMERO SPECIAL DU 1<sup>er</sup> MAI

# TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

**SOCIALISTE**

UNIFIE

PRIX : 70 centimes

N° 238. — 30 AVRIL 1965

## En 1936...

# LE POPULAIRE

ORGANE CENTRAL DU PARTI SOCIALISTE (S. F. I. O.)

Directeur Politique :  
LÉON BLUM

RÉDACTION ET ADMINISTRATION : 9, RUE VICTOR-MASSE, PARIS (IX<sup>e</sup>)

Adm

Téléphone } Jusqu'à 20 heures : TRUDAINE 94-46 et 94-47 | Adresse télégraphique :  
A partir de 20 heures : TAITBOUT 43-50 | NALPOPUL-PARIS

## La semaine de 40 heures est votée par la Chambre

**C'est par 385 voix contre 175 que la Chambre  
a adopté le cinquième projet présenté  
par le gouvernement mardi dernier**

EN RÉPONSE A UN DISCOURS DE M. PAUL REYNAUD, LÉON BLUM A DÉFINI  
SA POLITIQUE DE RENAISSANCE ÉCONOMIQUE  
PAR LE RELÈVEMENT DU POUVOIR D'ACHAT

Le chef du gouvernement du Front Populaire a lancé un  
appel au calme et au sang-froid et a annoncé qu'il  
est bien résolu à assurer l'ordre...



(Photo Violet.)

## et en 1965 ?

## RÉUNIONS ET MEETINGS DU P.S.U.

Après les municipales et avant l'élection présidentielle, le Bureau national a proposé aux élections et fédérations l'organisation de meetings et réunions, au cours desquels les orateurs nationaux du parti préciseront les positions du P.S.U.

- Mercredi 28 avril ... AGEN, avec Gilles Martinet.  
 Jeudi 29 avril ..... JARNY (Meurthe-et-Moselle), avec Marc Heurgon.  
 Mardi 4 mai ..... DIJON, avec Edouard Depreux et Pierre Beregovoy.  
 Vendredi 7 mai .... LE HAVRE, avec Pierre Beregovoy.  
 CHATEAUROUX, avec Marc Heurgon.  
 NANTES, avec Georges Servet et Jean Poperen.  
 Samedi 8 mai ..... FIGEAC, avec Marc Heurgon et Gérard Denecker.  
 Mardi 11 mai ..... PARIS (14<sup>e</sup>), avec Georges Servet et Roger Verdier.  
 Mercredi 12 mai ... CASTRES, avec Edouard Depreux et Harris Puisais.  
 Jeudi 13 mai ..... CARMAUX, avec Harris Puisais.  
 SAINT-AFFRIQUE(Aveyron), avec Edouard Depreux  
 ORLEANS, avec Gilles Martinet.  
 PARIS (16<sup>e</sup>), avec Daniel Mayer, Claude Bourdet,  
 Pierre Beregovoy et Christian Guerche.  
 Vendredi 14 mai ... PARIS (18<sup>e</sup>), avec Daniel Mayer, Harris Puisais,  
 Edmond Maire et Pierre Marchi.

## WEEK-END D'ÉTUDES

### Limousin

Un week-end d'études, du samedi 8 mai (férié), à partir de midi, au dimanche 9 mai (clôture vers 16 h. 30), aura lieu à la Maison familiale « Les Bruyères », à Bugat (en Haute-Corrèze).

Le prix de revient d'une journée (2 repas et coucher) sera de 12 F environ. Draps et couvertures fournis sur place. Une garde des enfants sera assurée par des monitrices.

Au cours de ce week-end d'études, Marc Heurgon, du Bureau national P.S.U., Georges Servet, responsable national formation et spécialiste des problèmes économiques et de planification, Gérard Denecker, du Comité politique national P.S.U., traiteront des problèmes économiques et de la

nécessité d'un contre-plan au niveau national, régional ou communal. Etudes d'expériences réalisées, d'initiatives locales, etc...

Dès maintenant, adressez votre inscription de principe à Jeanne Denecker, 3, bd Painlevé, à Brive (Tél. 24-32-02).

### WEEK-END DE FORMATION LA CHINE LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

avec Pierre Naville et René Dumont.

Les 1<sup>er</sup> et 2 mai, au Relais international de la Jeunesse, 28, Ile des Migneaux, Poissy.

## NOUVELLES SECTIONS

De nouvelles sections ont été fondées récemment, notamment à :  
 SALLAUMINES (Pas-de-Calais).  
 Secrétaire : Gérard Chevallier, 4,

rue de Morlaix, à Sallaumines.

NOGENT-EN-BASSIGNY (Hte-M.).  
 Secrétaire : Gilles Perny, 13, Gai-Logis, à Nogent-en-Bassigny.

## MUNICIPALES

### Ronchamp (Haute Saône)

La liste d'Union démocratique de Front populaire pour le maintien et la défense des intérêts communaux, conduite par notre camarade Pheulpin, maire sortant, conseiller général, composée de 12 P.S.U., 4 radicaux-socialistes, 3 communistes, 1 sans parti, 1 syndicaliste C.G.T., a été brillamment réélue dès le premier tour avec une moyenne de 1.135 voix sur 1.914 inscrits, 1.528 votants et 1.468 suffrages exprimés.

L'élection du maire et des adjoints a donné les résultats suivants : Pheulpin Alphonse, P.S.U., a été réélu maire par 19 voix contre 2 bulletins

nuls ; Collilieux Charles, P.S.U., a été réélu premier adjoint par 17 voix ; Rosselot Laurent, radical-socialiste, a été élu deuxième adjoint par 17 voix ; Maire André, P.S.U., a été réélu troisième adjoint par 16 voix ; Durin Jean, communiste, a été élu quatrième adjoint par 11 voix.

Nos élus sont : Pheulpin Alphonse, Collilieux Charles, Maire André, Piquet Joseph, Le Gall Raymond, Jacquot Jean, Millerin Albert, Croissant Robert, Dalla Costa René, Massinger Raymond, Quizzavia Eugène, Verron Claude.

### Champagney (Haute Saône)

La liste d'Union Républicaine et de Sauvegarde des intérêts communaux qui comprenait 4 P.S.U., des sympathisants, des républicains et des communistes a été brillamment élue au premier tour par 841 voix de moyenne contre 498 voix à une liste pour la

Défense des Intérêts communaux et du chef-lieu de canton. Notre ami Coppey Eugène, P.S.U., directeur du C.E.G. a été élu premier adjoint. Nos élus sont : Coppey Eugène, Laloz René, Dupret Fernand, Cardot Armand.

### Clairegoutte (Haute Saône)

Brillante réélection de la liste de notre ami Gagnat Gustave, maire sortant, P.S.U. ; Gagnat Gustave,

P.S.U., a été élu maire ; Mougnot Camille, P.S.U., a été élu premier adjoint.

## PAS-DE-CALAIS

Sur l'initiative du P.S.U.  
46 jeunes ont découvert Paris



(Photo Tribune.)

Le Centre de Culture Ouvrière de Wingles a organisé en liaison avec le P.S.U. un voyage culturel à Paris,

auquel ont participé 46 jeunes de 14 à 19 ans.

Notre camarade Louis Lallez, trésorier fédéral du P.S.U., accompagnait cette délégation.

La première réception fut celle de la municipalité d'Alfortville qui s'était chargée de l'hébergement du groupe pendant son séjour à Paris.

Nos camarades Boujat de la section P.S.U. d'Alfortville et Claude et Françoise Lavezzi avaient été chargés de l'organisation matérielle du voyage en accord avec la Fédération de la Seine du P.S.U.

Nos jeunes camarades visitèrent Orly, la Cité Universitaire et les principaux monuments de Paris avant d'assister à un spectacle à l'Alhambra où un quiproquo sur le spectacle amena une réaction générale et virulente de tout le groupe. Venu assister aux « Danses caucasiennes », il se vit spectateur d'une soirée portugaise... organisée par le consulat du dictateur Salazar. Abandonnant la salle, nos camarades se firent rembourser leurs places... et continuèrent leur tour de Paris par le Louvre, l'Hôtel de Ville et le mémorial de la Déportation. Ce même tour de Paris, ils le firent aussi, la nuit tombée, parmi les lumières d'un beau dimanche.

Le lundi, nos 46 camarades subirent l'épreuve du « Métro », de la Bastille au Trocadéro, avant de visiter le Musée de la Marine.

L'après-midi, ils découvrirent Montmartre, la place du Tertre, ses peintres et ses caricaturistes et son musée de cire, avant de repartir vers leur domicile.

Tous nous ont dit combien Claude et Françoise Lavezzi avaient été des guides agréables et avertis.

Maintenant, nos jeunes camarades vont écrire le compte rendu de leur voyage, organiser des veillées familiales, admirer les photos de la capitale et continuer les nombreuses discussions qu'auront fait naître cette découverte de Paris, grâce à l'amitié et à la solidarité des membres de notre parti.

### UN EXEMPLE DE SOLIDARITE

Extrait d'une lettre adressée à Edouard Depreux, secrétaire national du P.S.U., par Etienne Siméone, au nom du Centre de Culture Ouvrière de Wingles (Pas-de-Calais) :

« Ce sont 46 jeunes qui remercient avec moi le P.S.U. pour le beau voyage que les camarades des sections de la Région parisienne ont contribué à nous offrir. Tous, jeunes participants aussi bien que parents, nous sommes conscients que ce voyage n'aurait pu se faire sans votre aide. Le soutien financier apporté si promptement et si généreusement par les militants à la suite d'un appel du Bureau national, le dévouement de Claude Lavezzi, furent pour tous ces jeunes un exemple vivant de la solidarité qui nous unit tous au sein du P.S.U. Nous remercions le P.S.U. de cette solidarité, dont il fait preuve à chaque instant et dont nous avons été, durant deux jours, les heureux bénéficiaires.

« Une équipe jeunes P.S.U. »

Ces remerciements s'adressent à toutes les sections dont le concours a été précieux.

Les dépenses se sont montées à 1.450 francs. Nous avons reçu en tout 850 francs. Il reste donc un déficit de 600 francs qu'il nous faut combler. Nous comptons sur les sections qui n'ont pas encore apporté leur contribution pour faire un versement au camarade Nicolas, C.C.P. 12569-28 Paris, 25, rue Emile-Zola, à Alfortville (Seine).

Merci encore.

## BONS DE SOUTIEN A « TRIBUNE SOCIALISTE »

L'activité déployée par nos camarades dans la campagne de bons de soutien à « Tribune Socialiste » se montre déjà très encourageante. De nombreuses Fédérations du parti ont fait de nouvelles commandes de carnets, parmi elles les Fédérations de Maine-et-Loire, Saône-et-Loire, Cantal, Tarn-et-Garonne, Haute-Marne, Manche, Moselle, Nord, Jura, Loire, Somme, Alpes-Maritimes, Gard, Morbihan, Nièvre.

Des règlements des carnets fournis ont été jusqu'ici effectués par les Fédérations de : Basses-Alpes, Drôme, Manche, Meuse, Moselle, Sarthe, Vienne.

Nous rappelons que le tirage aura lieu le 29 mai. La date, donc, approche. N'attendez pas les derniers

jours pour passer de nouvelles commandes et placer partout les BONS DE SOUTIEN à « TRIBUNE SOCIALISTE ».

S'adresser à l'Administration de « Tribune Socialiste », 54, boulevard Garibaldi, Paris (15<sup>e</sup>). C.C.P. Denise Garnier N° 20 893 21 Paris.

Le carnet de 10 bons : 10 francs.

### 19<sup>e</sup> Section du P.S.U.

Débat : Le double engagement est-il possible ?

Avec la participation de Manuel Bridier, Pierre Naville, Antoinette Scheurer, Jean-Marie Vincent et Denis Woronoff.

La réunion aura lieu le mercredi 5 mai, à 20 h 30, 10, rue de Lancry, Paris-10<sup>e</sup>.

# GOUVERNEMENT ET PATRONAT CONTRE LES TRAVAILLEURS

**N**ANTES, Peugeot, Berliet, Bull sont les points chauds de l'actualité sociale. Les conflits qui s'y déroulent portent sur les revendications essentielles des travailleurs après dix-huit mois de plan de « stabilisation » : plein emploi et développement régional, réduction de la durée du travail, augmentation des salaires, reconversion. Survenant après les grèves du secteur public, ils témoignent de l'alourdissement du climat social. Il est sans doute prématuré de parler d'un mouvement général de protestation. Mais on peut dire qu'un sourd mécontentement s'installe en profondeur dans la classe ouvrière.

Les conflits en cours n'ont pas tous le même caractère. Les licenciements annoncés à Nantes interviennent dans une région largement touchée par la récession. Chez Bull, entreprise électronique passée sous le contrôle des capitaux américains, la réduction des effectifs est la conséquence d'une réorganisation imposée par son intégration dans un groupe industriel de dimension internationale avec la complicité du pouvoir gaulliste. Aux usines Peugeot et Berliet, ce sont les cadences de travail et la promotion ouvrière qui sont en cause.

En toile de fond, naturellement, on trouve la lutte pour de meilleurs salaires mais les mouvements actuels ont un autre trait commun : ils rencontrent partout la même opposition patronale, opposition qui s'appuie résolument sur la politique gouvernementale. Sûr de lui, le patronat n'hésite plus dans le choix des moyens : lock-out chez Berliet, renvoi de délégués syndicaux chez Peugeot, mépris du Comité d'entreprise chez Bull. Il met à profit la situation actuelle pour restreindre les droits syndicaux.

On a parlé de connivence entre l'Etat et le Patronat. Celle-ci n'est pas nouvelle, mais aujourd'hui, c'est au grand jour qu'elle se manifeste.

Voyons un peu ce qu'a été l'attitude du Pouvoir en réponse aux revendications des travailleurs de Nantes et de Sochaux : au Conseil des ministres de la semaine dernière, on a estimé que « l'heure n'était pas venue d'abaisser la durée du travail ni d'avancer l'âge de la retraite ». Avec un tel appui, on comprend que Peugeot n'ait pas l'intention de céder facilement.

D'autres exemples ont été donnés récemment par André Bergeron, secrétaire général de Force Ouvrière ; on en retient que les Pouvoirs publics sont intervenus, sous des formes diverses, pour interdire dans plusieurs entreprises des augmentations de salaires pourtant acceptées par les employeurs. Et Bergeron de poser la question : où est la liberté des salaires ?

Nous touchons là le fond du problème. En période d'expansion économique, donc

de plein emploi, le dirigisme des salaires est pratiquement impossible. La pression syndicale paie même si elle laisse subsister des zones d'ombre en particulier dans les secteurs retardataires ou dans les régions en difficulté. Il n'en va pas de même lorsque la stagnation s'installe dans l'économie.

C'est ici que l'on trouve l'explication de la politique Giscard-Pompidou, politique qui a naturellement l'aval du patronat puisqu'elle sert fidèlement ses intérêts.

Cette politique tient compte des problèmes posés à l'économie française par l'existence du Marché commun et la suppression progressive des protections douanières. Il lui faut donc maintenir des prix stables et, comme elle ne peut plus confier à l'inflation le soin de financer les investissements, elle doit favoriser en même temps l'accroissement des profits capitalistes (1) pour l'autofinancement de ceux-ci. Elle a donc choisi délibérément de limiter le développement économique puisqu'elle s'interdit par ailleurs les réformes de structures que le capitalisme ne tolérerait pas et qui seules permettraient une expansion rapide sans inflation. Dans cette perspective, un « certain chômage » constitue la soupape de sûreté destinée à exercer la contrainte nécessaire sur les salaires pour limiter la consommation intérieure. Si cette loi naturelle de « l'offre et de la demande » s'avère insuffisante, on incite carrément le patronat à s'opposer à toute augmentation de salaires.

Ainsi l'Etat, qu'il agisse comme patron ou responsable de la vie économique de la nation, repousse les revendications ouvrières tandis qu'il garantit au patronat le maintien, voire l'accroissement de ses privilèges comme le souligne l'octroi de nouveaux avantages fiscaux aux détenteurs de capitaux pour les inciter à investir.

Nous devons non seulement critiquer cette politique mais définir concrètement les exigences d'une politique de remplacement. De nombreux syndicalistes estiment aujourd'hui nécessaire de mettre au point un programme économique d'ensemble et de développer l'action pour le soutenir. Ils savent qu'il ne suffit pas de revendiquer la possibilité de discuter, mais qu'il faut s'en donner les moyens. La politique contractuelle à laquelle la plupart aspirent exige des pouvoirs égaux de la part des contractants. Elle ne peut pas se développer en dehors du cadre d'une planification démocratique, laquelle exige aussi des transformations fondamentales des structures économiques, non seulement à l'échelle de la France mais à celle du Marché commun dans une perspective socialiste. Ce qui implique évidemment, dans une première étape, la coordination des

luttons sociales et économiques dans le cadre européen.

Cette politique de remplacement, elle existe : c'est celle définie par le contre-plan et proposée à la discussion des forces de gauche politiques et syndicales. Pour satisfaire les revendications actuelles des salariés, le contre-plan propose les choix économiques à faire entre dépenses et prestige et investissements productifs, les transferts sociaux à opérer au profit des équipements collectifs et des bas revenus. Il définit aussi les structures à mettre en place pour instituer un pouvoir de décision et de contrôle des travailleurs à tous les échelons de la vie économique.

C'est en s'orientant dans la voie tracée par le contre-plan que l'on donnera aux mouvements revendicatifs appelés à se développer le prolongement politique qui leur fait encore défaut. C'est une des conditions de leur succès. Ajoutons que l'unité des ouvriers, des cadres et des techniciens dans les luttes sociales actuelles montre aussi que cette voie est la meilleure pour aboutir à l'union des forces populaires. C'est autour de propositions précises que se regroupera durablement l'opposition de gauche et non à partir d'éphémères combinaisons entre états-majors politiques.

Pierre Béregovoy.

(1) Se reporter au projet gouvernemental du V<sup>e</sup> Plan.

## Communiqué du Bureau National du Parti Socialiste Unifié

Le général de Gaulle s'est bien gardé d'évoquer l'élection du mois de décembre, mais en fait c'est la campagne présidentielle qu'il vient de lancer sur le thème de l'indépendance nationale. De même qu'il a voulu, dans le passé, réduire le débat politique à un affrontement entre les partisans de son régime et ceux d'un retour à la IV<sup>e</sup> République, de même il cherche aujourd'hui à limiter la bataille qui va s'ouvrir à un choix entre l'inféodation à l'étranger et l'approbation de son nationalisme.

Le général de Gaulle entend jouer sur la confusion de ces alliances politiques qui sont effectivement en train de se nouer sous le signe de l'atlantisme et avec l'encouragement à peine déguisé du gouvernement américain. Mais c'est là précisément le piège dans lequel l'opposition de gauche doit éviter de tomber. Notre combat contre le gaullisme doit être un combat contre le bluff nationaliste, contre l'inutile et ruineuse force de frappe, mais aussi contre le bellicisme des Etats-Unis et pour la construction d'une Europe indépendante à l'égard des blocs militaires.

## HOMMAGE A LÉON BLUM

Dimanche 25 avril, à l'invitation du Bureau National du P.S.U., des Fédérations de Paris, de la Seine-Banlieue et de la Seine-et-Oise, de très nombreux militants du Parti se sont rassemblés, à 10 h. 30, à Jouy-en-Josas, pour aller se recueillir sur la tombe de Léon Blum à

l'occasion du 15<sup>e</sup> anniversaire de sa mort.

Ils étaient conduits par E. Depreux, secrétaire national du Parti. Daniel Mayer et Robert Verdier, Harris Puisais y représentait « Tribune socialiste », Ribard, la Fédération de Paris, Weitz la Fédération de Seine-et-Oise.

## LE WEEK-END POLITIQUE

### De la Convention républicaine...

La presse et même la radio et la télévision gouvernementales ont beaucoup parlé de cette Convention qui, avec sa sœur libérale, meublait la vie politique de ce dernier week-end.

En relisant attentivement la liste des groupements et organisations participant à cette réunion, un esprit curieux ferait la constatation que la plupart sont inconnus, un esprit critique que ce sont toujours les mêmes personnes qui appartiennent à ces divers « clubs », en pratiquant le système rotatif des présidences, vice-présidences et secrétariats. Un observateur politique remarquerait que les délégués des groupes les plus importants ont été élargement silencieux et que, finalement, toute cette convention s'est passée en famille.

Il y avait les « ex » : anciens membres successivement du parti radical, du P.S.A., du P.S.U., les « fidèles » à François Mitterrand, les radicaux hostiles à Maurice Faure préparant l'élection de Michel Soulié à la tête du parti valoisien, les S.F.I.O. venus ce jour au nom de la « gauche européenne » avec en tête leur habituelle délégation Brutelle-Jaquet.

Deux catégories en quelque sorte.

Il y a ceux qui ne se résignent pas à toujours militer entre eux, et qui gardent la nostalgie de leurs anciens partis. Ils voudraient bien à nouveau jouer un rôle à une autre échelle.

Ils savent bien que les reproches principaux qui leur sont faits : d'être irresponsables et de ne représenter qu'eux-mêmes, sont justes. Ils recherchent un nouveau sur port politique. Déjà, ici, ils se sentent moins seuls. Et quelques-uns plus aguerris rêvent à la « cooptation » qui pourrait demain faire d'eux des leaders politiques de plus grande envergure.

Et puis, il y a les autres. Ceux qui sont venus avec un « but » politique bien défini.

C'est le cas de Gaston Defferre. Après les élections de Marseille, on lui a dit qu'il devait « gauchir » sa campagne. Il a donc saisi avec empressement l'occasion qui lui était offerte de venir s'entretenir avec quelques hommes de gauche « sans parti ».

D'autant plus qu'il savait que la « préparation » était bien faite, qu'il n'y aurait aucune question gênante de posée, que le dialogue serait ac-

démique, l'atmosphère sympathique et « l'allégeance »... élogieuse. De quoi être rassuré. Lui, mais pas nous. Dans tout cela, il n'y a rien qui puisse modifier notre jugement. Pour nous, Gaston Defferre demeure un candidat centriste. Ce n'est pas autour de lui que pourra s'effectuer le rassemblement de la gauche.

Mais, en fait, cette opération était double. Il fallait aussi poser entre soi la première pierre d'une future fédération de la gauche. L'idée, certes, ne doit pas être rejetée et elle mérite d'être discutée et jugée autrement



(Photo Tribune.)

Un symbole est-il suffisant ?

que sur une improvisation aussi spectaculaire soit-elle.

Mais que certains réfléchissent bien. Un marché de dupes se prépare. Et tel qui pense pouvoir demain traiter à égalité avec certains partenaires fort accueillants aujourd'hui risque d'être déçu.

Pour notre compte, nous ne pensons pas que le renouveau socialiste passe par l'axe de la S.F.I.O., nous l'avons toujours dit, et bien de ceux qui, hier, à la convention, ont accepté un tel principe l'avaient dit autrefois avec nous. Ils semblent bien l'avoir oublié.

En politique, la réflexion vaut mieux que l'euphorie.

Le Congrès national du P.S.U. que préparent actuellement sections et fédérations en sera une preuve.

### ... à la Convention libérale

Sous le vocable « libéral », Issy-les-Moulineaux a rassemblé la fine fleur de la réaction française. Hommes du centre droit avec l'ancien radical J.-P. David, hommes de droite avec Isnorni, Trinquier, Poujade, ont finalement marqué leur désaccord apparent en donnant l'investissement au sénateur non inscrit Pierre Marcihacy.

Dans la foulée de l'apolitisme des élections municipales, voici donc le candidat sans étiquette ni parti.

S'avouer « sans parti » c'est être déjà autre chose qu'un homme de gauche.

S'avouer « notable », « républicain » et « démocrate conservateur », c'est s'affirmer normalement comme le défenseur des intérêts sinon entiè-

rement du grand capitalisme, tout au moins sûrement de la grande bourgeoisie française.

Incontestablement, M. Marcihacy rassure et impose. On ne lui demandera rien d'autre. Du reste, le programme de la résolution finale est d'un tel vague qu'on ignore tout de ce que le sénateur de la Charente pourra bien vouloir proposer aux citoyens.

Ainsi donc se vérifie une fois de plus la conséquence inéluctable de ce mode d'élection à la présidence de la République. Il suffit de quelques hommes liés par des intérêts personnels ou d'affaires pour imposer un candidat. A part les initiés, personne n'est au courant.

Les lobbies sont rois. Etrange régime

démocratique, dont certains, même à gauche, voudraient nous voir hériter après de Gaulle.



(Photo A.D.P.)

Un candidat de taille.

## NIMES

### Large alliance de la gauche sur un programme de rénovation

Nîmes, jadis place forte gardoise de la bourgeoisie bien pensante, Nîmes hier témoignage vivant de la collusion S.F.I.O.-U.N.R., Nîmes aujourd'hui vient de tomber aux mains de la gauche.

Certains diront qu'il s'agit là d'un « concours de circonstances » et d'autres qu'il est le résultat de l'unité.

Il semble surtout que ce « coup de théâtre », inattendu pour beaucoup d'entre nous, eut comme origines essentielles la connaissance exacte des problèmes locaux (chaque quartier bénéficie d'un tract particulier) et une critique sérieuse et constructive de la gestion S.F.I.O.-U.N.R.-M.R.P.-Indépendants, car nos propositions s'appuyaient sur une documentation chiffrée et incontestable.

Certes la liste d'Union des Forces Démocratiques, si elle représentait la gauche unie sans la S.F.I.O., comprenait une majorité de communistes (19 sur 37). Mais elle était aussi la démonstration du souci des communistes de ne pas monopoliser la direction de la lutte et de la volonté des non-communistes de laisser à leurs partenaires une représentation conforme à leur force (53 p. 100 des voix de la gauche). Pour compléter le tout, l'inefficacité et le gaspillage de la municipalité sortante et l'incapacité des leaders S.F.I.O. d'être autre chose que des « affairistes sans principes ».

Par-dessus le marché, trois listes se disputaient la faveur des électeurs : la liste S.F.I.O.-U.N.R., une liste poujadiste-extrême-droite et la liste de gauche. Ces deux dernières avaient un objectif commun : sortir les sortants. D'où maintien au deuxième tour de la liste d'extrême-droite et succès de la liste d'Union des Forces Démocratiques. Ce qui peut amener à dire en examinant les résultats : à Nîmes, la mairie est à gauche et la majorité de la population à droite ! (Tailhades : 18.598 ; liste extrême-droite : 5.032 ; liste U.F.D. : 19.743.)

Pourtant voir le succès à travers ce schéma simplifié paraît insuffisant et il semble utile d'éclaircir par l'importance de quelques détails un autre aspect du problème.

Quelles sont les caractéristiques de la gauche à Nîmes, en donnant au mot « gauche » son sens le plus large ?

Le P.C. d'abord avec ses cellules, ses organisations de masse, ses militants dévoués engourdis par douze ans d'action sans perspectives locales, le P.S.U., ses activistes sans cesse sur la brèche, ses liaisons avec l'extérieur, la C.F.D.T. minoritaire mais dynamique, la C.G.T. puissante mais traditionnelle, F.O. inexistante et déchirée, des groupes de militants protestants et catholiques assez socialisants mais réticents vis-à-vis des partis.

La candidature de Marcihacy ne présente pour nous aucun intérêt. Ce n'est en rien une candidature pouvant concerner les électeurs de gauche. Mais elle s'inscrit dans une stratégie plus subtile. La droite sait bien que Tixier-Vignancour s'il fait le plein en son extrême, pour le plaisir de se compter, ne peut pas être son représentant. Elle rêve à la candidature de Pinay. Elle ne souhaitait donc pas qu'un « marginal » de Tixier soit désigné. Il aurait pu fausser le jeu. Elle ne souhaitait pas qu'un leader indépendant prenne la place, il lui n'aurait pas fait le « poids ». Il lui fallait donc un « ami » non encore compromis par un long passé politique. Il lui fallait un notable... Là encore la formule du portrait-robot a joué.

Plus grand que de Gaulle. Pas trop à droite. Pas à gauche. Des amis à la S.F.I.O. Homme respectable. Dynastie modérée...

Résultat : Marcihacy. Il était hier, dit-il, dans « la pénombre ». Le voici sur la scène, en premier plan. Mais il semble que ce soit seulement selon ses amis pour une courte séance de figuration, en attendant la vedette.

Mais attention, on ne sait jamais, ce grand sénateur peut y prendre goût et comme il est « sans parti » continuer à se désigner tout seul.

Dans le fond, ce « remplaçant » n'a peut-être pas fini de faire parler de lui.

A côté de cela, une agitation de quartier, correspondant aux nouveaux grands ensembles, aux expropriations, à la mainmise d'une minorité sur l'économie locale.

Et le miracle c'est la constitution de l'équipe municipale à partir de tous ces éléments. Equipe comprenant un éventail très large, le plus large jamais atteint et à l'image de cette gauche nimoise, à l'image aussi de l'ensemble de ces animateurs d'organisations et de comités divers, à l'image de tous ces syndicalistes qui, hostiles à l'administration S.F.I.O.-U.N.R. acceptèrent de s'engager parce que la liste d'Union des Forces Démocratiques n'était pas un retour au passé, mais offrait un visage nouveau de l'unité et une politique dynamique concrète et réaliste.

Ce ne fut pas d'ailleurs sans mal. Le sectarisme latent des dirigeants communistes, l'attitude prudente des syndicats, la vaine-hésitation des rares dissidents S.F.I.O. ne facilitèrent pas notre tâche et donnèrent lieu à des discussions serrées à l'intérieur et à l'extérieur du P.S.U.

Néanmoins notre volonté publique de combattre le sectarisme et l'opportunisme contribua largement à isoler les « purs » du P.C. et à convaincre les hésitants.

La progression qualitative de notre matériel, la possibilité de l'établir en commun à partir de questions d'intérêt local, l'engagement à nos côtés de militants chrétiens, de responsables de comités de quartier, l'élargissement constant de notre audience, les origines sociales de nos candidats (majorité écrasante de salariés), leur connaissance parfaite des besoins et des hommes, devaient faire basculer de notre côté une masse importante d'électeurs qui de leur vie n'avaient jamais voté communiste.

Toutefois il faut reconnaître la fragilité de cette situation et pour beaucoup ce n'est pas pour le P.S.U. ou le P.C. que l'on se prononça, mais pour un renouveau de la municipalité, pour une mairie ouverte à tous, pour des commissions extra-municipales, pour la participation de l'ensemble de la population à la gestion de ses propres affaires. En résumé pour une véritable application de la démocratie à l'échelle de la cité.

Ceci nous impose des obligations ; tous les élus P.S.U. en sont conscients et estiment qu'après avoir chassé les affairistes S.F.I.O. et autres, il va maintenant falloir prouver dans les faits l'efficacité d'une alliance non conforme aux conceptions traditionnelles de l'unité mais ayant multiplié les possibilités des forces populaires.

Jacques Compère,  
maire-adjoint de Nîmes.

## Un témoignage émouvant :

# L'ANNIVERSAIRE DE LA LIBERATION DES CAMPS NAZIS

par B. Ady-Brille

Il y a vingt ans, j'étais alors le matricule 43.201. En somme, rien qu'un matricule, et, autour de celui-ci, des os et de la peau. Pas de chair, car elle avait fondu depuis longtemps au régime alimentaire du camp de déportation, aux pénibles

dans un puits, les autres brûlés, d'autres abattus simplement, d'autres enfin empilés dans un convoi en direction des rives du Styx où Caron les prit en charge pour l'éternité.

J'en ai vu mourir, de mes camarades ! J'en ai chargé sur des voi-

chiennes, dans les steppes russes, dans les campagnes françaises, ceux qui ont tué, pillé, violé, assassiné, brûlé, martyrisé hommes, femmes et enfants, ceux-là, ils savaient bien ce qu'ils faisaient. Oui, ils le faisaient sur ordre... sur ordre et sans conscience, lâchement pour la plupart.

Que pouvaient-ils faire de mieux ? Refuser ? Peut-être. Il y en eut, qui ont sauvé l'honneur de l'uniforme... et leur propre honneur au péril et au prix de leur vie.

Ceux-là — et les résistants allemands à l'hitlérisme qui ont plus que nous tant souffert — ceux-là se devaient d'interdire aux autres — tout souillés encore du sang des victimes — de s'imposer en guides du peuple allemand retourné à la paix par la défaite de ses armes.

En est-il ainsi vraiment ? Il serait aventureux d'affirmer que la République fédérale allemande a liquidé réellement toute existence de l'hitlérisme. Les anciens résistants allemands semblent noyés dans une masse qui se refuse à supporter, vingt ans après, la responsabilité des crimes nazis. Mais ce n'est pas tout ; le gouvernement fédéral, la justice, les administrations et l'armée sont truffés d'ex-nazis. Au-dessus de tout cela, le Parlement, qui craint pour lui-même, refuse, à la face du monde horrifié, de prononcer l'imprescriptibilité des forfaits hitlériens.

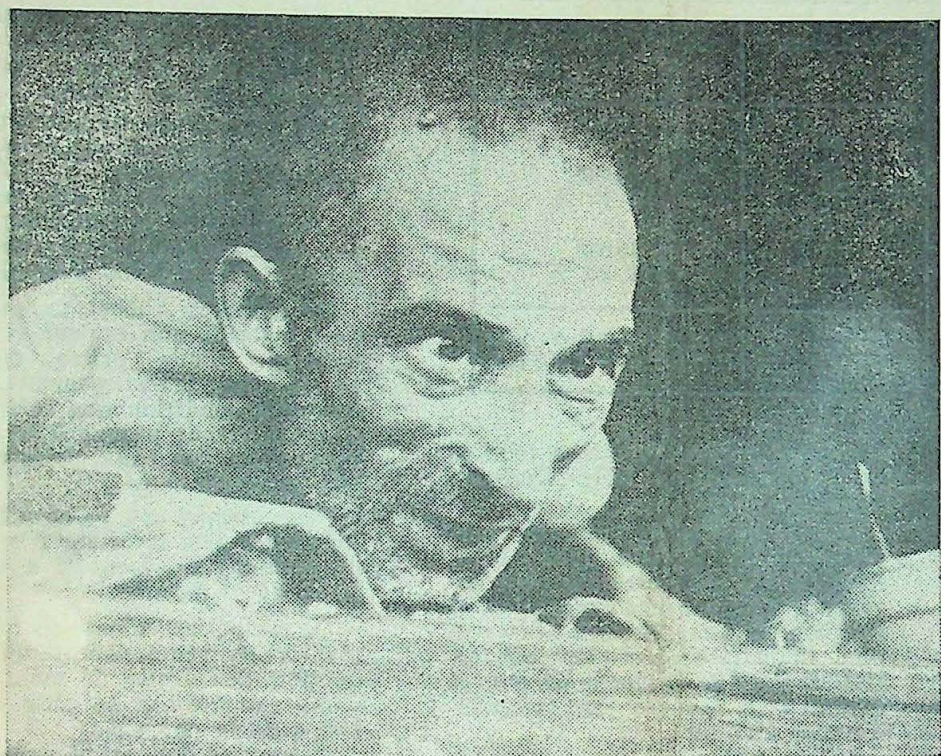
Encore un peu de patience et les bouchers d'Oradour-sur-Glane, de Treblinka, d'Auschwitz et de Buchenwald pourront enfin vivre définitivement tranquilles...

ENCORE trop de témoins vivants, encore trop de souvenirs sanglants. Les Allemands qui viennent chez nous, que pensent-ils ? Ils ne vont pas au Mémorial de la Déportation où brillent, sur la berge de la Cité, les 200.000 diamants qui symbolisent — chacun d'entre eux — un déporté français mort dans les camps hitlériens. Ils viennent en vacances en France. Il est vrai qu'il y a beaucoup de Français qui vont aussi en vacances au pays de Franco, ce survivant du fascisme.

Il ne faut pas en vouloir à la jeunesse allemande, sauf de se refuser à savoir. Mais il reste beaucoup à faire pour les Allemands adultes, ceux de la génération d'hier. Ne serait-ce que pour condamner définitivement tout ce qui fut hitlérien, son idéologie et ses serviteurs ; se refuser à un militarisme sans objet, s'interdire de recourir à la force pour toute revendication territoriale, tourner le dos à la politique d'engagement des blocs militaristes. Enfin, prouver que le peuple allemand n'est plus pestiféré, en assignant à sa valeur et à son potentiel un grand rôle dans une Europe pacifique et démocratique.

Ainsi, les futures générations pourront-elles vivre sans mauvais souvenirs. Mais, aujourd'hui, en ce vingtième anniversaire, il y a trop de sursitaires de la mort nazie pour que l'Allemagne ait bonne conscience.

Pour nous, point de haine, certes, mais un souvenir douloureux luttant contre une volonté d'oubli qui heurte le sens de la vraie justice et injurie à la mémoire des victimes.



Des os, de la peau, pas de chair...

(Photo Agip.)

travaux de la carrière et aux longues stations sous la neige, le vent et la pluie.

Ressorti vivant encore — mais par quel miracle ! — de cet enfer, sursitaire de la mort, je revins en France pour apprendre que tantes, cousins, amis et parents (il y en avait une dizaine) avaient disparu. Les uns noyés

tures brinquebalantes — poids dérisoire d'os déjà desséchés où parfois, me semblait-il, luisait encore un regard vacillant. Eh ! toi, le journaliste, me disait-on, viens donc voir celui-là, il remue encore dans le tas. Tout à l'heure, il n'aura plus froid !

Et nous regardions, comme indifférents. La mort, avec laquelle nous avions couché depuis des mois et des années, la mort nous était devenue familière.

Mais lorsque nous avons appris — à notre retour — l'étendue du massacre et des crimes hitlériens, ce qui me fit peur, ce fut l'intense sentiment de vengeance que nous éprouvâmes contre ceux qui commirent ces forfaits et contre ceux qui les ont laissé faire.

C'était il y a vingt ans, et il paraissait juste que le peuple allemand supportât le châtiment encouru par sa responsabilité dans un conflit qui coûta 40 millions de victimes à l'humanité.

Pourquoi ne pas le dire ici ? Je ne puis imaginer, moi, ni pardon, ni oubli immédiats.

Mais est-ce là une attitude bien réfléchie ? Peut-être pas tout à fait, si j'en juge par l'évolution politique de ces dernières années.

Le rapprochement avec l'Allemagne d'aujourd'hui est-il pour nous, rescapés des tortures nazies, une chose normale ? De quelle Allemagne s'agit-il et de quels Allemands ? Nul ne songe, bien naturellement, à faire supporter une quelconque responsabilité à la jeunesse allemande, c'est-à-dire aux générations des années 1930 et après. Mais les plus anciens, ceux qui ont acclamé Hitler et ses tueurs, ceux qui ont voulu et fait la guerre, ceux qui se sont répandus dans les plaines hongroises et autri-

### un outil de haute culture accessible à tous



Indispensable à tous ceux - savants, ingénieurs, médecins - qui ont approfondi une discipline scientifique et qui se doivent d'en connaître l'histoire, voici une grande œuvre collective qui a sa place également marquée dans la bibliothèque de toute personne cultivée, même de formation bien différente. Car elle retrace dans des termes que tous peuvent comprendre, une extraordinaire aventure qui nous concerne tous : celle de l'esprit humain, conduit de découverte en découverte, depuis les formules empiriques des arpenteurs ou des médecins de l'ancienne Egypte jusqu'à la maîtrise de l'atome et du cosmos.

Sous l'égide des célèbres PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, 100 érudits et savants - parmi lesquels on relève des noms aussi prestigieux que ceux de L. et M. de Broglie, J. Rostand, G. Bachelard, Dupont-Sommer, etc. ont réalisé cette œuvre présentée en 4 forts volumes 18 x 24, reliés pleine toile sous jaquette couleurs, totalisant plus de 3.000 pages et illustrés de 208 planches hors texte et de 138 figures : I - La Science Antiquité et Médiévale, II - La Science Moderne, III & IV - La Science Contemporaine. L'ensemble vous est adressé franco par la Librairie PILOTE au prix réduit de 200 F (ou 3 mensualités de 69 F ou 10 mensualités de 22 F) et avec le DROIT DE RETOUR qui vous permet, si vous êtes déçu, de renvoyer le colis dans les 5 jours. Mais hâtez-vous d'adresser le bon de commande ci-dessous car ces prix exceptionnels ne pourront être maintenus lorsque le tirage actuel sera épuisé.

pour  
**22 F**  
par mois.

**Quelques opinions**  
"Cet excellent ouvrage de bibliothèque est... indispensable à tous ceux qui veulent rester au courant de l'évolution des sciences modernes. (SCIENCE ET Avenir). - "Livre utile et nécessaire aussi bien pour les adultes que pour les étudiants" (LA PRESSE MEDICALE). - "...destiné à tous les publics, du profane au spécialiste" (LES LETTRES FRANÇAISES). - "Cette œuvre fait honneur à notre pays et doit être comptée parmi le petit nombre de livres de base d'une bibliothèque bien composée" (LES ETUDES).

**BON** à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, Paris VII<sup>e</sup>

Veuillez m'adresser pour examen l'HISTOIRE GÉNÉRALE DES SCIENCES. Si je ne vous renvoie pas dans les 5 jours les 4 volumes dans leur emballage d'origine, je vous réglerai  200 F comptant  en 3 mensualités de 69 F  en 10 mensualités de 22 F.

Nom .....

Adresse .....

Profession .....

N° de C.C.P. ou bancaire .....

Signature .....

T.S. 4

**Correspondance municipale n° 56 « Villes et régions » 3,50 F**

**LA FRANCE ET SES VILLES : STRUCTURES URBAINES**  
La population urbaine dans la nation.  
Le réseau urbain.  
Paris et le désert français.  
La société urbaine et ses maladies.  
Les formes nouvelles d'urbanisation.

**AMENAGER L'ESPACE FRANÇAIS : ELEMENTS DE DIAGNOSTIC**  
Développement régional et aménagement.  
L'effort de développement régional.  
Les résultats de la politique de développement régional.  
L'action d'aménagement devant l'évolution des structures nationales.

**UNE POLITIQUE D'AMENAGEMENT :**  
Politique régionale, urbanisme, aménagement rural.

**LE POUVOIR DE DECISION ET DE LA DEMOCRATIE.**  
A.D.E.L.S., 94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris. C.C.P. Paris 13.942-51



# Pour une solution de

Comme nous l'avions annoncé dans notre dernier numéro, nous publions ci-après, en « bonnes feuilles », un extrait du document élaboré par nos camarades de la Com-

mission économique Nord-Pas-de-Calais.

Il s'agit du chapitre consacré à la situation des Houillères, qui sus-

cite, comme on le sait, un certain nombre d'inquiétudes dont l'étude de nos camarades rappelle les raisons, en formulant pour l'avenir un ensemble des propositions.

**M**OTEUR de l'expansion de la région et du pays au XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup>, très concentrées, mais exploitées de façon malthusienne, les mines de charbon du Nord-Pas-de-Calais furent nationalisées en 1916.

Les Houillères du Bassin du Nord et du Pas-de-Calais (H.B.N.P.C.) sont un établissement doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Le Bassin est divisé en groupes entre lesquels continuent d'exister d'importantes disparités, tandis qu'au niveau national, les Charbonnages de France assurent la direction de l'ensemble des bassins.

Malgré l'existence des conseils d'administration au niveau national comme au niveau des bassins, la gestion des Charbonnages s'est avérée de plus en plus centralisée et soumise aux directives gouvernementales.

## Nationalisation : effort de mécanisation...

La production actuelle, qui fournit 50 % du charbon français, est de l'ordre de 27 millions de tonnes. On estime qu'elle régresse annuellement de 1,5 à 2 %.

Malgré d'importants progrès, l'exploitation mécanisée n'assure encore qu'environ la moitié de la production. De 839 kg en 1945, le rendement moyen journalier d'un mineur de fond est passé à 1.600 kg en 1962, soit 240 kg/h.

Les H.B.N.P.C. emploient environ 115.000 personnes (fond, surface, usines annexes), dont 70 % dans le Pas-de-Calais. Ces travailleurs représentent 11 % de la population active de la région du Nord, soit 17,7 % dans le Pas-de-Calais contre 4,2 % dans le Nord. Ces pourcentages sont de beaucoup plus élevés quand on localise cette population aux zones minières : 45 % de la population active pour celle du Pas-de-Calais et 17 % pour celle du Nord.

## ... et de diversification des activités

Il faut mettre à l'actif des Houillères l'effort de diversification des activités du bassin, négligée par les compagnies minières et qui a conduit à la transformation de la moitié de la production de houille :

● La production des agglomérés s'est élevée à 3.358 Mt en 1963, soit 42 % de la production nationale ;

● Les centrales électriques fournissent 10 % de l'électricité d'origine thermique en France ;

● La fabrication du coke vendu à la fonderie et à la sidérurgie occupe 8 usines et dispose d'une capacité de production de 15.000 t/jour.

● Le traitement du gaz provenant des opérations de cokéfaction permet d'obtenir une importante gamme de produits : par condensation (goudrons, ammoniac, benzol qui est traité ensuite par Norbenzol, naphthalène, acide sulfurique, toluène, cyclohexane, etc.) ou par craking (méthanol, formol, éthylène concentré qui est la matière première des filiales Ethylène-Plastique et Ethyl-Synthèse).

## La régression de l'emploi...

Le ralentissement de l'exploitation et sa progressive mécanisation peuvent être saisis par la baisse des effectifs des groupes entre 1950 et 1962 :

Groupes	Variation de 1950 à 1962	Variation %	
Auchel - Bruay ....	14.754	48	42.500 soit 35 %
Béthune .....	8.237	34	
Lens - Liévin .....	9.462	32	
Hénin - Liétard .....	9.540	31	
Oignies .....	607	7	10.092 soit 22 %
Douai .....	3.578	16	
Valenciennes .....	6.514	28	
<b>Totaux .....</b>	<b>52.682</b>	<b>31</b>	source : fond et jour H.B.N.P.C. - I.N.S.E.E.

Si, en moyenne, chaque groupe perd 31 % de ses effectifs, ce pourcentage n'est que de 22 % pour les groupes de l'Est contre 44 % pour ceux d'Auchel et de Béthune dont la part dans la production du bassin est tombée de 33 % en 1949 à 26 % en 1962.

## Dans l'ouest du bassin créer 3.000 emplois par an

Cette zone couvre 1/10 du territoire du Pas-de-Calais. La densité est de l'ordre de 900 h/km, et le taux de natalité est resté très élevé, expliquant l'importance des jeunes. On estime que plus d'un tiers de la population a moins de 20 ans.

La régression de l'exploitation minière a déjà engendré un important mouvement migratoire vers l'Est du bassin. Il concerne environ 6.500 ouvriers, soit 5.000 ménages, c'est-à-dire 23.000 personnes.

D'autre part, la prépondérance des emplois secondaires et la place des industries extractives, qui n'em-

ploient pour ainsi dire que des hommes, expliquent le sous-emploi féminin chronique. Les femmes ne représentent que 1/5 de la population active, contre 1/3 pour la France entière. On connaît par ailleurs l'importance des migrations

journalières vers les usines textiles de l'agglomération Lille-Roubaix-Tourcoing.

Dans une étude récente portant sur la période 1962 - 1975, le C.E.R.E.S. a montré que pour enrayer le mouvement d'émigration, il fallait créer annuellement 3.800 emplois industriels et 850 emplois tertiaires. Près de la moitié de ceux-ci devant être occupés par la main-d'œuvre féminine.

Selon les mêmes auteurs, les houillères ne pourraient fournir annuellement qu'un millier d'emplois. Et, dans la mesure où, de par la désaffection de la population locale envers les travaux de la mine, il faudrait faire appel à la main-d'œuvre étrangère (ce qui est déjà le cas, et pour l'ensemble du bassin ; cf. l'« Importation des Marocains »). C'est au moins 3.000 emplois qu'il convient de créer annuellement.

## Une conversion onéreuse

On peut constater une attitude concertée du patronat, des houillères et des Pouvoirs publics.



Dans l'ouest du bassin, H.B.N.P.C. ont cédé en 5 ans environ 50 installations.

C'est ainsi qu'entre 1960 et 1962, 1.100 emplois par an bénéficiant de primes ont été créés. Pendant cette même période, les groupes d'Auchel et de Béthune ont vu leurs effectifs baisser au rythme de 2.000/an.

Ces 1.100 emplois n'ont pu être créés qu'au prix d'une politique d'investissement particulièrement onéreuse pour les Pouvoirs publics.

Sur la zone de Béthune, une fabrique de pneumatiques, créant 35 emplois masculins, a bénéficié d'une prime de 20 % d'un montant de 10.800.000 F, soit 30.850 par emploi créé, alors que généralement la prime s'élève à 5.600 F/emploi.

De même, à Auchel, un peignage s'est installé, non seulement en bénéficiant d'une prime couvrant 12 % des investissements, mais encore à condition que le syndicat d'aménagement prenne à sa charge l'épuration des eaux polluées rejetées par cette usine.

Dans chaque cas, le terrain a été cédé à un prix inférieur à son prix de revient : rarement il a dépassé 50 % de ce dernier.

De même, les industriels qui s'implantent, bénéficieraient d'une réduction des droits de mutation et d'une exonération la plus souvent totale de la patente.

Enfin, avant le choix définitif de la localisation de l'implantation, il y a une surenchère des industriels auprès des communes.

D'ailleurs, la suppression du régime de zone spéciale de conversion s'est traduite par un ralentissement considérable des implantations nouvelles.

## ... et mal orientée

Il convient de souligner que, parmi ces emplois, une proportion extrêmement élevée correspond à des implantations d'industries textiles. C'est ainsi qu'au 31 décembre 1964, selon Nord Industriel, 2.300 emplois textiles, s'adressant donc à la main-d'œuvre féminine, ont été créés.

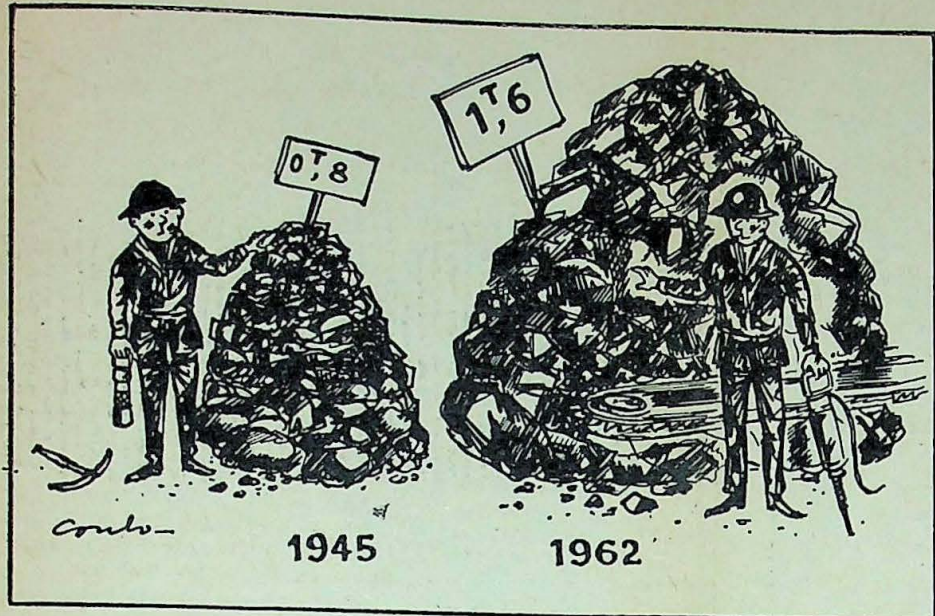
Implanter des usines textiles et des ateliers d'habillement n'est-ce pas une solution de trop grande facilité ?

En effet, ce n'est pas uniquement pour les avantages financiers octroyés que les industriels textiles s'implantent dans cette zone. Dans la région lilloise, ils se heurtent à une désaffection de la main-d'œuvre locale. Ils économisent ainsi le coût des transports de personnel en s'implantant là où existe une main-d'œuvre oisive.

En offrant actuellement à la population locale des emplois textiles, on la maintient avec de bas salaires dans une non-qualification professionnelle. De plus, cette branche étant en régression, la situation se reposera avec plus d'acuité dans quelques années.

Le sous-emploi féminin actuel étant entièrement imputable à la faible proportion de femmes employées dans le secondaire (16 % contre 52 % dans le tertiaire), on aura en fin de compte perdu des années qui auraient pu être consacrées à la formation pour des emplois secondaires de haute qualification... lesquels auraient été une importante garantie de l'une des conditions essentielles de l'implan-

# la crise des Houillères



Le rendement journalier moyen a doublé en moins de dix ans.

tation d'établissements de secteurs en expansion.

La politique présente d'implantation industrielle ne devrait-elle pas être remplacée par une forte localisation dans cette zone des nouvelles activités des H.B.N.P.C., ainsi que des « services » y afférents ?

## L'avenir du charbon : les réserves...

Les différentes sources concordent pour évaluer à environ 900 Mt les réserves actuellement exploitables du bassin. Elles se répartissent très inégalement entre les groupes.

tant dans une aire plus large, européenne et mondiale. Le plan énergétique français prévoit une consommation de 200 tonnes « d'équivalent charbon » en 1970 contre 130 en 1960, dont environ le quart serait fourni par du charbon : 48 Mt pour l'ensemble des charbonnages, dont 23 Mt pour les H.B.N.P.C., pour lesquelles la diminution sera un peu supérieure à 2 % par an. La récente « table ronde » sur l'avenir des charbonnages avait retenu comme objectif pour 1970 une production minimum de 47,5 Mt et maximum de 52,5 Mt (entre 23 et 25 Mt pour le Nord).

Groupes	Réserves	Durée de vie probable
Auchel - Bruay	115 Mt (12 %)	15 ans
Béthune		
Lens - Liévin	400 Mt (43 %)	30 à 40 ans
Hénin - Liétard		
Oignies		
Douai	420 Mt (45 %)	65 ans
Valenciennes		40 ans

Il ne faudrait pas conclure trop hâtivement que le bassin est épuisé car la mécanisation et la découverte



On peut constater une attitude concertée du patronat, des Houillères et des Pouvoirs publics.

de nouvelles méthodes d'exploitation peuvent amener à reconsidérer les prévisions ; et il faut plusieurs années pour reprendre l'exploitation d'un puits abandonné, ne serait-ce que de quelques semaines.

## ... et le plan énergétique

L'avenir du charbon ne peut se déterminer qu'en passant à un stade plus général, l'énergie, et en se si-

L'option était donc à prendre entre d'une part, la production maximum (52,5 Mt dont 25 pour les H.B.N.P.C.) au prix d'un important effort de soutien ; et, d'autre part, la production minimum (respectivement 47,5 et 23 Mt), quitte éventuellement à importer du charbon qu'il faut alors payer en devises.

Le fait de retenir la production minimum (c'est le choix fait par le gouvernement) correspond, en 1970, à une baisse de 10 % de la production de charbon. Mais, si on replace le charbon dans l'ensemble du plan énergétique, et à notre sens, c'est essentiel, la diminution n'est plus que de 2,5 %.

Cette variation, par rapport à l'ensemble du plan énergétique est faible mais a des conséquences sociales dont la répercussion locale sera grande.

## Une politique de limitation du secteur public

On peut alors se demander si cette option a été prise en tenant compte de ces conséquences. Comme, de plus, le gouvernement maintient son refus d'accorder aux charbonnages le droit d'importer du charbon, en fin de compte tout se passe comme si la volonté qui l'anime est de limiter le plus possible le rôle du secteur public.

Récemment, au début de l'année 1965, l'E.D.F. s'est engagée par contrat à acheter au prix du barè-

me « tous les charbons pouvant être consommés dans ses centrales thermiques ». Une conséquence sera que, par exemple, en année de forte hydraulicité, les Houillères n'auront plus à supporter les frais de stockage sur le carreau des mines.

Il est vrai, qu'en échange, l'E.D.F. a acquis le droit d'importer au prix international et sans avoir à verser les taxes de péréquation, du charbon américain pour ses centrales du littoral.

L'E.D.F. a donc obtenu... ce que la sidérurgie réclame. Celle-ci ayant actuellement tendance à s'implanter le long du littoral, on est en mesure de se demander si l'opération E.D.F. n'est pas une opération de transition.

C'est la politique constante du capitalisme de n'accepter la « socialisation » que des secteurs non rentables. C'est ainsi que la rentabilité des Houillères a été constamment sacrifiée à celles des entreprises privées. Il est exact que le prix du charbon français est élevé et donc qu'on aide les acheteurs. Mais en fait, les tarifs préférentiels permettent à ces clients un supplément de profit au détriment du secteur

nationalisations consiste d'abord à travailler à l'extension du secteur nationalisé.

Les Houillères doivent étendre le champ de leur activité principale à des activités secondaires de remplacement, en premier lieu dans les secteurs chimiques, mécaniques ensuite. Encore faut-il préciser qu'il ne faudra pas en rester au stade des premières transformations.

Cette extension est techniquement possible parce que, d'une part, les Houillères possèdent un patrimoine industriel important ; et, d'autre part, la création de nouvelles activités, tout en n'augmentant que peu le volume de l'emploi, attirera à nouveau un personnel de haute qualification peu tenté actuellement par un secteur dont la régression passe pour inéluctable.

Elle est surtout possible parce que les Houillères sont situées le long de l'axe Valenciennes-Dunkerque, qui constituera l'armature industrielle de la région, car il est la zone privilégiée de localisation des industries complémentaires de celles des pôles qui sont proposés ci-après.

Cette extension est nécessaire car la part plus grande des activités de transformation compensera la bais-



La régression de l'exploitation minière a déjà engendré un important mouvement migratoire.

nationalisé alors qu'ils restent libres de leur gestion.

C'est ainsi également que les Houillères ont constamment été cantonnées « dans la seule fonction de sortir du sol le charbon et de fabriquer des produits chimiques à l'état de matière première ». Par exemple, ce n'est que par des voies indirectes... (eau lourde) qu'elles ont pu étendre la capacité de production d'ammoniac, laquelle pourrait pourtant conduire aux engrais dont l'agriculture régionale fait une consommation croissante.

Il serait nécessaire également d'examiner le rôle réel des multiples filiales que les Houillères ont constituées avec le secteur privé, en particulier le secteur chimique. Nous avons recueilli une grande masse de faits anecdotiques qui nous amènent à conclure que l'intérêt du secteur public est souvent sacrifié à celui des partenaires privés. Mais, en l'absence d'une étude d'ensemble, nous réservons nos conclusions à une prochaine publication.

## L'extension du secteur public est nécessaire et souhaitable...

Face à ces offensives, l'attitude défensive est, ici encore, insuffisante. Pour nous, lutter pour les natio-

se de l'extraction et le niveau de l'emploi pourra aisément être au moins conservé, sinon rehaussé, avec d'ailleurs un accroissement des qualifications demandées. C'est ainsi que l'ouest du bassin retrouvera un niveau d'activité en rapport avec son expansion démographique.

## ... et exige une volonté politique

Mais cette extension demande une volonté politique qui devra s'exercer dans deux directions.

En premier lieu, cette extension s'oppose aux intérêts des trusts chimiques, qui entendent se réserver le stade de la transformation qui assure la plus forte valeur ajoutée. Etant donné le niveau de concentration du secteur privé de la chimie, le nationaliser apparaît donc indispensable.

En second lieu, étant donné la volonté gouvernementale de maintenir le secteur public dans ses activités actuelles, il est nécessaire de démocratiser réellement la gestion de l'entreprise nationalisée. Cela doit se faire à deux niveaux : rendre aux conseils d'administration les véritables pouvoirs de gestion et les démocratiser en augmentant la représentation des travailleurs des Houillères, et des assemblées régionales, au détriment des représentants du secteur privé.

U.N.E.F.

Un congrès sans perspectives

1 Le déroulement du Congrès

Quelques jours seulement après le dernier congrès de l'U.N.E.F., il est difficile de faire un compte rendu sérieux de ces 10 jours de débats, épuisants quant à leur longueur, peu réconfortants quant aux analyses, aux débats de tendances et aux « décisions » prises.

Les « apolitiques » étant restés une force quasi négligeable, les analyses politiques et les luttes de pouvoir se sont circonscrites à la tendance « majoritaire » et à la tendance « minoritaire » de l'U.N.E.F.

Le rapport moral, qui ouvrit le par les deux tendances. Tous les congressistes furent d'accord pour considérer que ce rapport était un bon rapport dans la mesure où la description journalistique des événements qui secouèrent l'U.N.E.F. cette année était relativement bien faite ; mais, en dehors de cette constatation, peu de choses intéressantes.

« Il ne peut être question pour nous de cacher sous la même façade que l'an dernier les divergences qui séparent un certain nombre d'A.G.E. et de responsables. » Telles étaient les premières lignes de ce rapport, et là-dessus les congressistes furent pleinement d'accord, considérant que le 54<sup>e</sup> Congrès de l'U.N.E.F. devait être un congrès d'orientation.

Or, ce rapport ne faisait aucune analyse politique sérieuse de la crise de l'U.N.E.F., du pourquoi des deux tendances, de leurs projets politiques différents, des différentes assemblées générales de l'U.N.E.F. cette année, des démissions de membres du Bureau national, de l'échec de la campagne revendicative axée sur l'allocation d'études, thème central de la tendance majoritaire du mouvement.

Cependant, le vote de ce rapport moral apparut bien vite comme le vote sur la « direction politique » de la tendance majoritaire, et malgré les nombreuses critiques, il fut adopté avec une majorité relativement confortable.

Le débat politique n'ayant pu être abordé par l'intermédiaire du rapport moral, le congrès décida de tenir, avant les commissions, une assemblée générale destinée à définir « quelques postulats » politiques en ce qui concerne l'U.N.E.F.

- 1. Objet du syndicat étudiant.
- 2. L'institution universitaire.
- 3. Champ d'intervention et pratique du syndicat.
- 4. Action revendicative.

Mais cette assemblée générale ne réussit pas à vaincre les blocages qui se manifestaient dans le congrès. Un certain nombre de leaders de la majorité et de la minorité vinrent expliciter leur analyse politique sans participation véritable des A.G.E. et sans référence à la pratique quotidienne des A.G.E.

Puis ce furent les travaux des commissions, sur lesquels il y a peu de chose à dire, car ils furent d'un niveau relativement bas.

Vint enfin l'heure de la définition pour l'U.N.E.F. d'une orientation générale. Le texte d'orientation de la minorité fut signé ou animé par Rennes, E.N.S., Dijon, Toulouse, Poitiers, Caen, A.G.E.D.E.S.E.P., etc. (1). La majorité présente, elle, un texte de travail, qu'elle estimait incomplet, et qui devait être plus fouillé politiquement dans les mois à venir. Ce texte de travail était présenté par Bordeaux, la F.G.E.L., Lyon, Strasbourg, et A.G.E.P. (1), et soutenu par Marc Kravetz, leader de cette tendance majoritaire.

2 Le texte d'orientation « minoritaire »

Il est nécessaire « de déterminer dans un premier temps le champ d'intervention du syndicat ». La pratique du syndicat a pour objet l'Université, et seule l'institution universitaire entretient des liens analysables et susceptibles d'une intervention syndicale avec d'autres champs sociaux, l'économie, en particulier. Le rôle des structures de formation dans le développement des forces productives est susceptible d'analyses politiques et d'intervention syndicale.

C'est à ce niveau que nous situons la signification politique fondamentale de l'intervention du syndicat étudiant. Les types de réponses qui

peuvent être apportés à la nécessaire reconnaissance de la fonction économique de l'Université mettent en jeu des options politiques et des intérêts antagonistes, découlant des contradictions du système économique. « L'étudiant, quel que soit la pression idéologique à laquelle il est soumis, possède dans sa pratique universitaire les éléments concrets à partir desquels il peut appréhender son insertion dans la société. C'est à partir de cela que nous affirmons que le mouvement ne peut envisager une intervention réellement syndicale que sur l'Université et la pratique universitaire des étudiants. »

« Une intervention de l'U.N.E.F. qui viserait à modifier l'ensemble des étudiants ne peut être fondée que sur des a priori idéologiques non appréhendables de prime abord par les étudiants. Une recherche de ce type, qui relève d'une organisation politique, ne peut que rendre le syndicat minoritaire et le transformer peu à peu en mouvement de jeunesse. »

« Ceci nous empêche de prendre en considération les analyses qui veulent nous montrer que les déterminations externes (celles de l'idéologie bourgeoise) doivent être changées pour permettre une modification de l'objet spécifique du syndicat, c'est-à-dire l'université. »

En fonction de cette analyse politique, la minorité a présenté un projet d'action revendicative axé sur la lutte contre le plan Fouchet.

3 Le texte majoritaire

Ce texte, considère que toute intervention syndicale sur la transformation de l'enseignement supérieur ne peut, dans l'état du rapport des forces actuel, qu'être « corporative de type moderniste ».

En définitive, ce texte remet en cause la possibilité pour l'U.N.E.F. de fonder un véritable syndicalisme étudiant. Il affirme que l'U.N.E.F. se serait mystifiée elle-même en croyant qu'elle pouvait par sa pratique, par les objectifs qu'elle avancerait, fonder le syndicalisme étudiant.

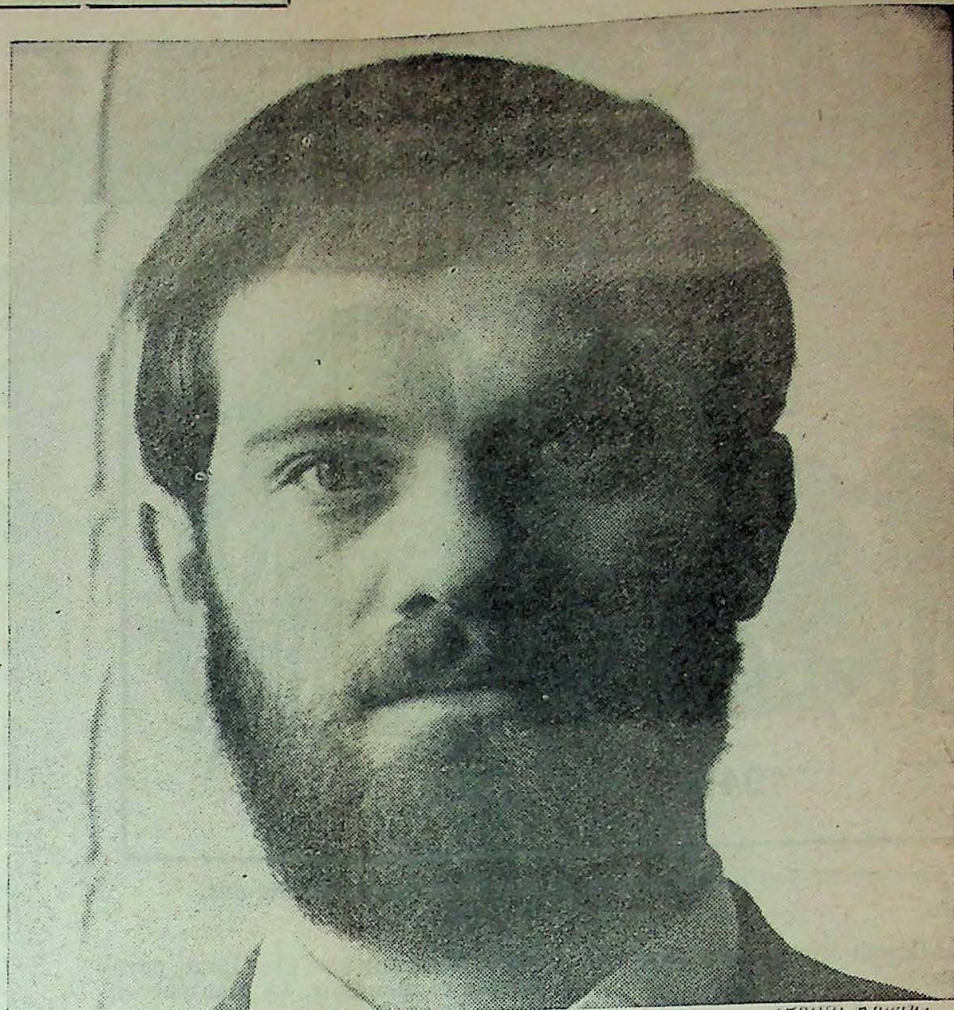
L'étudiant, selon cette analyse, est « apolitique », le conditionnement de l'idéologie bourgeoise est tel que toute action sur les incohérences ou les contradictions de l'institution universitaire est condamnée au corporatisme.

Et le problème premier reste donc l'intervention syndicale sur le conditionnement idéologique des étudiants sur ces plans (culturel, universitaire, social), intervention que le syndicat étudiant ne peut à lui tout seul réaliser :

« Ne nous dissimulons pas, tout d'abord, les difficultés de la prochaine rentrée. Ces problèmes que pose aux forces démocratiques la prochaine échéance électorale, si nous la mettons en rapport avec les disfonctionnements qu'a déjà provoqués, à l'égard de notre projet unitaire, l'échéance déjà relativement moins importante des municipales, risquent de peser très lourdement sur les possibilités d'intervention et de limiter la marge de manœuvre du syndicat. Le durcissement du pouvoir, dans une période où il lui sera impérativement nécessaire de conserver et d'élargir son audience (Présidentielles), impose au mouvement une attitude qui ne peut se traduire par un combat solitaire sur des thèmes qui, en tout cas, s'ils peuvent être appréhendés par le milieu, ne le seraient pas par l'opinion dans son ensemble. »

A court et moyen terme, cela signifie que l'U.N.E.F. aura une stratégie défensive ; l'U.N.E.F. ne sera pas le syndicat qu'elle voulait être, elle sera peut-être anti-gaulliste, ce qui peut aboutir à une manipulation de la base non consciente et sans pratique véritable par le sommet politique. La chute du régime est préalable à toute action syndicale véritable, car toute revendication de transformation de l'université risque de se voir « intégrée » par le Pouvoir en place. Et c'est en ce sens que les débats de l'U.N.E.F. rejoignent ceux que la gauche devraient promouvoir : quelle stratégie politique faut-il opposer au gaullisme ?

L'U.N.E.F. trouvera dans « la tradition du mouvement ouvrier » les réponses qu'elle ne peut trouver en son sein ; lorsque l'on connaît l'incapacité où se trouve à l'heure ac-



J.-F. Nallet : une élection difficile.

tuelle la gauche française à répondre valablement « au capitalisme d'organisation », d'aucuns craignent que l'U.N.E.F. ne revienne à son immobilisme passé, d'avant son action sur la guerre d'Algérie.

L'intersyndicalisme, un des nœuds de la politique majoritaire, ne peut en aucun cas répondre valablement aux problèmes qui se posent aujourd'hui à l'université et aux étudiants : l'alignement de l'U.N.E.F. sur les autres organisations syndicales ne peut qu'étouffer provisoirement, sans les résoudre, les problèmes posés à l'université et aux étudiants par les tentatives du pouvoir d'une réorganisation de cette université (Plan Fouchet). L'U.N.E.F. risquerait de payer cher cette fuite politique et idéologique : une désaffection de plus en plus importante du milieu étudiant.

La situation politique (rapport de forces actuel) n'est pas la déterminante première de l'action de l'U.N.E.F. Cette déterminante est la situation et la pratique de l'étudiant à l'université ; les problèmes de contenu de l'enseignement, de sa formation dans l'université en cours de transformation. C'est en fonction de sa pratique que l'étudiant appréhende son rôle et sa place dans l'université et la société. C'est à partir de cette

pratique dans le cadre d'une stratégie d'ensemble que le syndicat doit déterminer la possibilité de modifications techniques et politiques de l'institution universitaire, qui permettront une élévation du niveau de conscience politique du milieu étudiant, susceptible alors de passer des contradictions de l'université aux contradictions plus fondamentales de la société ; seule, cette stratégie fera évoluer favorablement le rapport de forces.

L'U.N.E.F. doit résoudre sa crise politique et apparaître de nouveau comme une véritable force syndicale, mais son action ne sera payante et positive que si un contenu est défini au préalable à cette action, contenu qui ne peut être que le résultat de l'analyse de la situation de travail de l'étudiant et d'une lutte contre les tentatives d'industrialisation de l'université par le Plan Fouchet.

J.-C. Gillet.

- (1) E.N.S. : Ecoles Normales Supérieures.
- A.G.E.D.E.S.E.P. : Association Générale des Etudiants en Droit et en Sciences Economiques de Paris.
- F.G.E.L. : Fédération des Groupes d'Etudes de Lettres (Sorbonne).
- A.G.E.P. : Association Générale des Etudiants Préparatoires.

BORDEAUX-TALENCE

Congrès de l'Union des Grandes Ecoles

C'est dans le cadre de la Faculté des Sciences de Talence, vaste campus universitaire de l'Université de Bordeaux, que se tenait le Congrès de l'U.G.E. Il s'agissait d'un test pour le mouvement étudiant et les débats qui ont eu lieu constituaient une sorte de répétition générale de ceux de l'U.N.E.F.

Car les débats qui animent actuellement le mouvement étudiant ont une extrême importance, le syndicat traversant depuis plusieurs mois, sinon une crise, du moins un malaise grave qui s'est concrétisé à deux reprises par des démissions de membres du bureau national de l'U.N.E.F. au cours d'assemblées générales de l'exercice précédent.

C'est pourquoi le président sortant de l'U.G.E., Jean Lougeot, a tenu à analyser dans son Rapport moral l'expérience des syndicats étudiants depuis le Congrès de Toulouse et les différents aspects de la pratique syndicale suivant l'orientation qui serait décidée au Congrès de Bordeaux.

En fait, dès la discussion du rapport moral, on a pu distinguer deux tendances dont les projets d'orientation partent d'analyses similaires, non seulement dans le domaine de la situation actuelle de l'enseignement,

mais également sur les exigences fondamentales qui devraient permettre de définir un modèle différent de contenu démocratique.

Le clivage se situait au niveau des possibilités d'intervention du syndicalisme étudiant.

Les délégués de l'U.N.S.A. de Lyon, qui menaient l'une des tendances de ce congrès, à partir de l'analyse qu'ils faisaient de la situation du mouvement étudiant, et plus généralement, de la situation de la gauche en France, présentèrent au Congrès l'orientation qu'ils préconisaient dans les termes suivants :

« Le pouvoir gaulliste est l'expression de la classe dominante, ou du moins de la fraction avancée de cette classe correspondant au capitalisme monopolisé, et cette classe a certaines exigences en matière d'enseignement et de formation auxquelles correspond le plan Fouchet d'industrialisation de l'Université (en particulier pour la formation massive de cadres moyens techniques et administratifs). La possibilité d'une réforme fondamentale de l'Université lui donnant un contenu démocratique ne peut se concevoir sans un préalable qui serait



un gouvernement poursuivant une politique radicalement différente de celle du gouvernement actuel.

— D'autre part, le mouvement étudiant n'est pas à même de définir ce que peut être un contenu démocratique de l'enseignement, car ce contenu ne peut être dominé et par suite contesté que par ceux qui l'ont déjà assimilé, c'est-à-dire par les chercheurs et les professeurs, mais en tout cas pas par les étudiants eux-mêmes, et par suite la définition d'objectifs partiels, constituant des contre-propositions cohérentes à opposer au plan gouvernemental ne peut être le fait des étudiants seuls mais doit résulter de choix de l'ensemble des forces démocratiques.

— De toute façon, ces contre-propositions sont forcément limitées dans le style de la revendication qu'elles entraînent, et dans le résultat obtenu. En effet, pour les délégués de Lyon, les revendications sur le contenu et les méthodes de l'enseignement peuvent n'être que du corporatisme si l'on n'en dégage pas les implications politiques; mais si l'on explicite les choix politiques qui motivent les contre-propositions que l'on fait, alors on conduit le syndicat à se minoriser dans le milieu et à se diviser en plusieurs tendances idéologiques. De plus toute réforme partielle peut être intégrée, et constitue un moyen d'améliorer l'Université dans le cadre du système politique actuel. En mettant en avant les exigences de rationalisation et d'efficacité, on fait le jeu des technocrates qui cherchent à améliorer le fonctionnement du capitalisme.

— Par suite les seules revendications non intégrables que peut se proposer le mouvement étudiant, concernant le statut des étudiants. En particulier, les revendications sur l'allocation d'études, sur le logement, sur son environnement socio-culturel, permettent une réflexion du milieu sur sa situation dans la société, donc une prise de conscience sur les conditionnements qu'il subit pour en faire un cadre au service de la classe dominante.

## Critique d'ordre théorique

A cela, les membres du bureau national sortant, et les délégués de Centrale et du Cartel des Ecoles normales supérieures opposent des critiques d'ordre théorique, mais également des critiques motivées par la conception qu'ils se font du rôle du mouvement étudiant.

— Tout d'abord ils font remarquer que la démarche des délégués de l'I.N.S.A. de Lyon revient à constater que le mouvement étudiant est incapable de faire quoi que ce soit, et que son unique fonction est de maintenir un certain niveau de conscience dans le milieu étudiant, permettant, le moment venu, de faire intervenir la masse des étudiants dans la modification des rapports de forces du système socio-économique, et que, pour le maintien de ce niveau de conscience, on utilise des thèmes bateau qui sont plus ou moins démagogiques, et eux aussi corporatistes dans la façon de les présenter aux étudiants. Et c'est pourquoi le bureau national sortant dénonce dans cette orientation une volonté de manipulation du milieu à des fins qui lui sont soigneusement cachées.

— Mais à cela viennent s'ajouter d'autres critiques. D'abord, pour reprendre une citation d'André Gorz, « on ne peut décider à priori si une réforme est réformatrice ou révolutionnaire », et il est possible de choisir des objectifs intermédiaires, qui quoiqu'ils soient partiels, une fois atteints permettent de mieux foister les contradictions des structures préexistantes, et par suite peuvent être la base de nouvelles revendications à un niveau plus élevé.

— De plus, ils constatent que l'institution universitaire a un caractère particulier par rapport aux éléments extérieurs ou intérieurs (pouvoirs, groupes de pression, enseignants étudiants) et que par conséquent on ne peut pas rendre compte de la situation de l'Université uniquement à partir d'un schéma simplifiant trop les données de fait.

Et par suite la réponse du mouvement ne peut être simplement un ensemble de mots d'ordre, qui peuvent être unifiants pour le milieu mais qui n'en constituent pas moins des revendications ambiguës et mystifiées. Le « Non au plan Fouchet » n'est pas suffisant de même que la campagne sur l'allocation d'études. Le syndicat doit avoir pour tâche, non pas une agitation du milieu créée de toutes pièces, mais « d'élever le niveau de conscience de ce milieu, sa compréhension des problèmes, par la formu-

lation d'exigences fondamentales se traduisant en termes revendicatifs par des plates-formes minimales » (1).

— Car le plus important pour cette orientation, est le genre et la qualité de la pratique syndicale qu'entraînent les revendications et c'est pour cela qu'ils préfèrent une « action universitaire de base » consistant en une réflexion sur le contenu et les méthodes, ainsi que sur les structures de l'enseignement, qui débouche sur des revendications adoptées par le milieu lui-même et non décidées au préalable par une bureaucratie syndicale.

— Enfin, ils sont particulièrement conscients des dangers qui menacent cette voie. Ils reconnaissent que cela peut mener au corporatisme et aux technocratismes, mais ils font le choix d'orienter le mouvement dans ce sens, en indiquant les moyens qui permettraient d'éviter ces deux déviations.

D'abord ils proposent de continuer l'étude sur le devenir professionnel, non dans le cadre du système actuel mais à partir de choix découlant de l'évolution du savoir et des besoins culturels correspondant aux exigences d'un devenir démocratique de la société. De plus, le bureau sortant fait remarquer que les problèmes structurels permettent la seule approche non « idéologique » de l'Université unitaire définie dans le manifeste de l'U.N.E.F. A ce propos on peut noter que malgré le sérieux du document préparatoire au congrès, sur « la place des Grandes Ecoles dans l'Université » la commission en est restée au niveau des généralités, car il s'agit d'une démarche d'élaboration des revendications qui demande une formation poussée des militants et une attitude différente du comportement habituel des groupes syndicaux des écoles.

— Un autre moyen d'éviter le corporatisme réside dans les contacts que l'U.G.E. doit avoir avec les autres « forces démocratiques ». Ici encore, le bureau sortant, analysant son expérience passée, avait été amené à exprimer certaines réserves sur la capacité et la volonté des autres syndicats de soutenir les revendications propres au mouvement étudiant et d'en comprendre les motivations et les implications. Jusqu'ici les actions communes avaient un caractère défensif : « Défendre l'Université », la laïcité, la fonction enseignante, opposition au plan Fouchet. Mais ces actions étaient ambiguës et on a pu constater un certain conservatisme du corps professoral dès qu'il s'agit de remettre en cause le contenu et les structures de l'enseignement, le congrès du S.N.E.-Sup est là pour le montrer.

## Seconde orientation majoritaire

Après ce Congrès qui a vu finalement la seconde orientation être majoritaire à l'U.G.E., on peut constater que les problèmes qui se posent aux militants étudiants les amènent à des réflexions qui sont similaires à celles de la gauche politique.

Le pouvoir gaulliste est bien installé au gouvernement et aux postes de direction de la nation et, à moins d'un événement imprévisible, il risque encore de se maintenir un certain temps en place. Après son action visant à déconstruire les partis politiques, il a cherché à briser les syndicats, en adoptant une attitude de force, en refusant la discussion, et en intervenant directement par le soutien qu'il apporte à des organisations corporatives ou d'extrême-droite. En milieu étudiant, la F.N.A.G.E. et la F.N.E.F. font partie de ces organisations de choc dont le pouvoir se sert pour canaliser le mécontentement des étudiants, l'U.N.E.F. et l'U.G.E. paraissent trop anti-gouvernementales. Face au pouvoir gaulliste, dont les projets sont beaucoup plus cohérents qu'il n'y paraît à première vue, les organisations syndicales, comme les partis politiques, sont placés devant deux types de réponses possibles : d'une part, un « attentisme révolutionnaire » comme on l'a appelé, et d'autre part une démarche nouvelle permettant aux militants de proposer au sein du milieu des contre-propositions opposées, secteur par secteur, aux projets gouvernementaux, ces contre-propositions étant établies non en fonction de buts électoralistes (catalogues disparates et démagogiques) mais à partir d'une volonté de changer le système socio-économique par la mobilisation croissante du milieu vers une action de masse tout en élevant le niveau de conscience de ce milieu.

(1) Rapport moral du Bureau sortant.

## M. C. A. A.

### | « Marches » de Pâques 1965



(Photo Kagan)

Le cortège a parcouru 25 kilomètres de Bessancourt à Suresnes.  
(Au centre, notre camarade Claude Bourdet.)

Les « marches » pour la paix ne s'étaient pas jusqu'ici vraiment implantées en France. Elles ont pris naissance dans les pays anglo-saxons, en Grande-Bretagne d'abord, où la célèbre « marche Aldermaston », qui commençait au centre atomique militaire d'Aldermaston et se terminait à Londres à Trafalgar Square, a été organisée, à partir de 1957, par la « Campagne pour le désarmement nucléaire » britannique et a réuni, certaines années, jusqu'à cent mille participants. L'exemple a été suivi aux Etats-Unis, par les marcheurs blancs et noirs protestant contre la ségrégation raciale, en Allemagne occidentale, où la principale organisation contre l'armement nucléaire s'appelle « Ostermarsch », la marche de Pâques, en Scandinavie, en Italie, en Suisse (marches Lausanne-Genève en 1964, Olten-Bâle cette année), etc.

L'intérêt de ces marches ne vient pas seulement de ce qu'elles permettent une participation un peu plus active que la simple présence à un meeting, manifestation toute passive, sinon pour les orateurs. L'essentiel, c'est que, contrairement aux meetings en salle ou même aux rassemblements en plein air, qui réunissent des personnes déjà convaincues et n'en atteignent pratiquement pas d'autres, les marches montrent l'existence d'une opinion collective à des gens qui ne la soupçonnent pas, ou bien qui ne veulent pas ou ne peuvent se déplacer.

C'est tout autre chose que de distribuer des tracts isolément. Quand un cortège traverse une localité, portant ses pancartes et ses banderoles, c'est toujours, de la part des populations locales, un grand étonnement : « Quoi, tant de gens qui pensent cela ? » Et pour peu que les thèmes soient bien choisis, pour peu qu'ils évoquent une résonance dans l'esprit des habitants, l'étonnement est suivi par la sympathie, et l'on applaudit. Ces marches sont ainsi un extraordinaire instrument de prise de conscience. Mais il est nécessaire, fatalement, qu'elles soient assez longues, qu'elles traversent de nombreuses localités; la marche de Cannes à Nice, dimanche, « faisait » 30 km, celle de Mourenx à Pau 28, celle de Bessancourt à Suresnes 23.

Le M.C.A.A. avait essayé le procédé dans plusieurs régions en 1964 et constaté que, contrairement à l'attente des pessimistes, les « marches » réussissaient aussi bien en France que dans les pays voisins. Il avait donc été décidé cette année d'organiser sept marches, dont six ont eu lieu avec un plein succès.

La marche parisienne, de Bessancourt, PC de la « force de frappe » à Suresnes, où se trouvent les usines Dassault, a groupé environ un millier de personnes. Quelques centaines seulement avaient pris le départ le matin, sous un ciel un peu menaçant, mais le cortège ne fut troublé que par quelques gouttes de pluie au cours de la journée, et s'accrut de localité en localité. Les banderoles

disaient « non à toutes les bombes », « Paix immédiate au Vietnam », « Saclay oui, Pierrelatte non », « Pas de bombes, des stades », « Pas d'expériences atomiques au Pacifique », etc. Et le slogan du M.C.A.A. « Actifs aujourd'hui ou radioactifs demain ». En tête du cortège marchaient le professeur Théodore Monod, membre de l'Institut, les professeurs Jankelevitch, Viellaneyx, Nataf, les physiciens nucléaires Boudouresque et Delpyroux, Daniel Parker, Geneviève Bonnefoi, Claude Bourdet, et d'autres dirigeants du mouvement.

Plusieurs kilomètres avant Suresnes, le cortège était rejoint par Jean Rostand et Mme Rostand, qui en prenant la tête jusqu'à l'arrivée à la mairie de Suresnes, le Conseil municipal recevait les marcheurs et Jean Rostand prononçait un magnifique discours, stigmatisant la force de frappe et tous les fabricants occidentaux et orientaux de bombes atomiques ou à hydrogène, dénonçant l'indifférence populaire, ironisant sur les prétentions du régime gaulliste.

A Rouen, cinq à six cents personnes ont défilé de Deville à Malaunay et ont été reçues par les conseils municipaux de ces deux municipalités. Dans le Sud-Ouest, trois à quatre cents personnes ont marché, malgré un très mauvais temps, de Mourenx à Pau. A Nice, deux à trois cents marcheurs pour la marche qui s'est terminée au monument du Centenaire, avec une allocution de M. Mangin, expert à l'O.N.U. Marche importante aussi de Frontignan à Sète, avec la participation de nombreuses organisations.

A St-Priest-la-Prugne, près de Roanne (mines d'uranium), un autre genre de manifestation avait rassemblé des cortèges de voitures venues de six départements avec insignes, affiches, panneaux, etc. La manifestation s'est terminée par une courte marche, et les manifestants ont été reçus par le maire de St-Priest.

Toutes ces marches avaient été autorisées et se sont déroulées dans le calme. Par contre, à Lille, le préfet avait on ne sait pourquoi interdit la marche. Les manifestants, après avoir écouté en salle l'appel de Jean Rostand, se sont rendus avec leurs banderoles à l'inauguration de la foire de Lille par le ministre Joxe, et ont accueilli le ministre avec des slogans contre la force de frappe. Ils ont été aussitôt pris à partie par la police, qui les a emmenés au poste, pour les relâcher dans la soirée.

Dans l'ensemble, cette journée a constitué une remarquable propagande pour le M.C.A.A. et ses thèses. Non seulement la population des localités traversées a manifesté sa sympathie, applaudissant souvent les marcheurs, mais la presse et la radio ont parlé très largement de ces manifestations, démontrant par là même, s'il était encore besoin de le faire, l'intérêt de leur caractère spectaculaire.

# PEUGEOT

## | 3 semaines de conflit

Depuis plus de trois semaines, le 5 avril, un conflit persiste à Sochaux et intéresse une grande partie du personnel « ouvriers » qui suit les mots d'ordre de grève massivement. Les « mensuels », tout en étant favorables aux mouvements, ne participent que très peu à la grève.

Les revendications. Au départ trois revendications :

a) Augmentation des salaires, par l'incorporation d'une prime provisoire dans les taux ;

b) Maintien de l'horaire de 40 h. par semaine. Après avoir fait 40 h. tout l'hiver et certaines semaines 32 h., en 1964, la direction décidait de passer à 43 h. 3/4 au 1<sup>er</sup> avril. Depuis longtemps la revendication des 40 h. était à l'ordre du jour ;

c) Extension des libertés syndicales. La direction pratiquant le grignotage des avantages acquis : réduction du nombre des délégués du personnel (il y avait auparavant un nombre de délégués supérieur à la loi) ; par exemple : les syndicats demandent la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise entre autres.

Les mouvements ont démarré par « atelier » et au cours de la première semaine n'avaient pas atteint une grande ampleur. La direction voulant « freiner » s'est mise à sanctionner : 5 délégués mis à pied avec demande de licenciement ; 2 délégués mis à pied pour 2 jours ; 6 ouvriers mis à pied pour 4 jours ; 77 ouvriers mis à pied pour 3 jours ; 9 ouvriers licenciés.

Loin de ralentir l'action, ces sanctions ont redonné un élan nouveau et à partir du 12 avril la participation aux mouvements de grève a été en s'amplifiant pour atteindre en fin de semaine dernière 50 p. cent du personnel (d'après les chiffres publiés par la direction elle-même).

L'usine travaillant au rythme de 3 postes, matin de 4 h. 15 à 13 h.,

après-midi de 13 h. à 21 h. 45, pendant la journée de 7 h. 15 à 12 h. et de 13 h. 15 à 17 h. 30, soit 8 h. 45 pour tous pendant 5 jours.

Les mots d'ordre de grève, journaliers, ont été de 2 heures pour certains et de 1 heure pour d'autres avec meeting d'information régulièrement.

La direction en trois semaines n'a accepté qu'une rencontre avec les organisations syndicales, mais elle s'est terminée par un échec. La direction refuse de discuter des revendications et oppose un refus catégorique, acceptant seulement de revoir certains cas de sanctionnés lorsque le travail sera normal.

Les organisations syndicales ont déposé plusieurs demandes de discussion « sans préalable » et au dernier moment elles avaient fait appel à l'inspecteur du travail, tout en maintenant les mots d'ordre d'action.

La caractéristique de ce mouvement c'est que, parti d'un atelier de 200 travailleurs, il a fait boule de neige et a recueilli l'adhésion massive des ouvriers. La direction a essayé de faire la part du feu et a concentré tous ses efforts pour éviter que les mensuels y participent, ce qui semble réussir, puisqu'il n'y a pas eu au maximum plus de 20 p. cent de grévistes parmi eux (4.000 mensuels).

La grève à Sochaux a eu un grand retentissement national, nombreux sont les messages de solidarité qui se manifestent.

Le gouvernement a senti la nécessité à cette occasion de venir à la rescousse du patronat. Giscard a déclaré qu'il ne fallait pas augmenter les salaires et que l'horaire de 40 h. ce n'était pas pour maintenant.

L'opinion publique régionale est favorable au mouvement. Cette semaine, l'action est relancée sur les mêmes bases, elle risque de se durcir si Peugeot continue à opposer un refus de discussions.

qu'ils n'ont jamais vu une entreprise fermer ses portes parce que l'Inspection du travail lui demande d'appliquer la législation en vigueur. Le Préfet, de son côté, estime que si la décision de fermeture est maintenue, la société devra rembourser les subventions qu'elle a reçues (il s'agit d'une entreprise reconvertie avec l'aide des fonds de l'Etat).

L'ensemble du personnel de l'entreprise, soutenu par les travailleurs de Remiremont, décide de mener une action vigoureuse et unitaire en direction de toute la population, des élus et des pouvoirs publics ; la journée du 1<sup>er</sup> mai devant être marquée par un grand rassemblement.

L'action doit permettre :  
— le maintien de l'activité de l'entreprise ;  
— la réintégration de tout le personnel ;  
— des élections de délégué de personnel.

P.S. — Les Ets Perrin n'ont jamais procédé aux élections des délégués du personnel et du comité d'entreprise. Les salaires sont encore beaucoup moins élevés que dans le textile qualifié de moribond (ex. : un vérificateur de postes de télévision gagne, pour 40 heures, 350 à 450 francs par mois). Les ouvriers logés par l'entreprise sont menacés d'expulsion (tailles et corvées à merci).

# S'-ÉTIENNE

## | La lutte des métallos

Les métallos de Saint-Etienne sont entrés dans l'action. La cherté de la vie, l'insuffisance des salaires, les réductions d'horaires et aussi les menaces sur l'emploi démontrent assez clairement que l'optimisme de rigueur dans les discours officiels ne correspond pas à la réalité. C'est par l'action collective que les travailleurs de la métallurgie stéphanoise veulent améliorer leurs conditions de vie.

Le 18 mars, les syndicats ont demandé une entrevue à la Chambre patronale. Celle-ci refuse toute discussion constructive. Des débrayages ont eu lieu. Le 21 avril une journée d'action comportant des mouvements de grève allant de 2 à 24 heures est organisée par les syndicats des métaux C.G.T. et C.F.D.T.

Les revendications sont l'augmentation générale des salaires, la fixation d'un salaire minimum garanti de 60.000 F par mois, le maintien du pouvoir d'achat malgré les réductions d'horaires, l'amélioration des conventions collectives (garantie de l'emploi, classifications, droit syndical, etc.).

Cette lutte se déroule dans une région qui est particulièrement victime de la politique du patronat. Les salaires ont un retard d'environ 18 % sur les moyennes nationales. Certes, les gens au pouvoir et les patrons n'aiment pas que l'on rappelle cette réalité. Il suffit pourtant à n'importe qui de comparer une fiche de paie d'un métallo stéphanois avec celle d'un métallo parisien, lyonnais ou grenoblois pour se rendre compte qu'il y a des décalages intolérables.

Les travailleurs font aussi les frais de la fragilité de certaines industries locales : d'où les licenciements, les réductions d'horaires et aussi les menaces sur l'emploi. Les ouvriers de Manufrance ont été avertis du danger de subir des licenciements à la suite, dit la direction, de la vente des machines à coudre frappées par la concurrence japonaise. De nombreux métallos se demandent avec inquiétude de quoi demain sera-t-il fait ?

Il est bien évident que le « Plan de stabilisation » a été réalisé sur le dos des travailleurs. Pour satisfaire les revendications populaires c'est une autre politique économique qui devrait être mise en œuvre, celle que le P.S.U. a précisée dans le contre-plan très étudié qu'il oppose au pouvoir gaulliste.

Sur le plan stéphanois personne n'ose plus nier la nécessité d'implanter des industries nouvelles payant de hauts salaires. Jusqu'à présent ni le grand patronat ni le gouvernement (son gouvernement) n'ont rien fait dans ce sens. L'autoroute Firminy-Givors est une mesure positive mais à double tranchant. C'est en tout cas une mesure tout à fait insuffisante si de nouvelles activités économiques ne sont pas implantées.

En luttant pour leurs propres revendications immédiates, les métallos stéphanois expriment ainsi le mécontentement de toute la population laborieuse. Ils luttent en même temps pour l'avenir de Saint-Etienne. C'est dire que leur combat est le combat de tous les travailleurs.



(Photo A.F.P.)

La foule des ouvriers de chez Peugeot rassemblée au meeting des organisations syndicales, place des Ecoles, à Sochaux.

# VOSGES

## | Les agissements du patronat de combat

La Société Perrin — Electronique de Fallières — Saint-Nabord, licencie 9 ouvriers le 12 avril, évoquant des

motifs économiques. Or les neuf licenciés sont tous des responsables syndicaux. Ni le préavis légal, ni les priorités obligatoires lors d'affaires semblables n'ont été respectés.

Vivement, les organisations syndicales de l'entreprise, les syndicats locaux et départementaux (C.G.T., F.O., C.F.D.T.) réagissent. La Direction de la Main-d'œuvre et l'Inspection du travail refusent d'approuver les licenciements.

Les établissements Perrin oublient alors que les licenciements ont pour motif la situation économique et exercent tant auprès des fonctionnaires départementaux qu'auprès des syndicats un chantage ignoble : « Si vous n'acceptez pas les 9 licenciements, nous licencions tout le monde ».

C'est chose faite samedi à 15 h. 55. Sans que personne ne soit consulté. Au cours d'un second meeting de protestation, les syndicats répliquent

### BULLETIN D'ADHESION

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....

.....  
.....  
.....  
déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.  
(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15<sup>e</sup>)).

# LIVRES

## | Vient de paraître

### HISTOIRE

LA DEBACLE ALLEMANDE (De l'agonie de l'Allemagne à la chute de Berlin), Jürgen Thorwald (traduit de l'allemand).

— Le grand exode des populations civiles, les efforts désespérés et impuissants des généraux allemands pour contenir le flot des troupes russes. Une véritable fresque apocalyptique. Editions Stock.

ETOILE ROUGE SUR LA CHINE, Edgar Snow (traduit de l'américain). — Un récit bien ficelé de la fameuse « Longue marche » fait par un témoin qui y prit part. Des brèves notices biographiques et un aperçu chronologique des faits les plus marquants ajoutent à la valeur de cet ouvrage. Ed. Stock.

### DOCUMENTS

COMMUNES ET DEMOCRATIE, Roger Aubin. — Deuxième tome traitant entre autres de la démocratie au sein du conseil municipal, de la solidarité intercommunale, de la commune à l'école. Les Editions Ouvrières.

LE CONGRES MANQUE (L'Internationale à la veille de la première guerre mondiale), Georges Haupt. — Il s'agit du X<sup>e</sup> congrès socialiste international qui devait se tenir à Vienne, au mois d'août 1914. En troisième partie, un recueil de textes préparés pour la discussion à ce congrès, ainsi que d'autres documents peu connus : rapports, procès-verbaux, discours. Ed. F. Maspéro, dans la collection « Bibliothèque socialiste ».

### POESIE

POESIE POPULAIRE DES ANDES, Violeta Parra. Edition bilingue présentée par

Franchite Gonzalez Battle. — Un Chili très beau et peu connu chez nous. Editions Maspéro.

### ESSAIS

LES DEUX STRATEGIES DU COMMUNISME, Julien Cheverny. — L'U.R.S.S. poststalinienne et la Chine de Mao. Leurs discordes, leurs rôles dans le monde. Editions Julliard.

PREMIERES D'UNE CIVILISATION NOUVELLE, André Karquel. — Saintes écritures, platonisme, psychologie, biologie, offrent à l'auteur matière de réflexion pour aboutir à la conclusion qu'est possible une civilisation où les passions seront sublimées par l'intelligence et l'amour. Nouvelles Editions Debresse.

LE PILLAGE DU TIERS MONDE, Pierre Jalée. — A l'appui des chiffres tirés des statistiques officielles, l'auteur analyse l'aide apportée aux pays sous-développés pour voir qui profite en dernier ressort de cette aide. Ed. François Maspéro (coll. « Cahiers libres »).

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04  
Permanent de 14 h. à 24 h  
Semaine du 28 avril au 4 mai  
**PAS QUESTION LE SAMEDI**

# VIETNAM

## Johnson a perdu son atroce pari

L'une des plus honteuses pages de la guerre froide s'écrit sous nos yeux. L'Amérique, depuis deux mois, « casse » de l'Asiatique, du « communiste », du paysan, de l'ouvrier, de l'intellectuel, du nationaliste jaunes. Elle le fait au su et au vu des puissances grandes et petites, de l'O.N.U. de l'opinion mondiale.

Du temps de la guerre d'Algérie, le pilonnage de Sakhiet-Sidi-Youssef, en Tunisie, par l'armée française, avait provoqué une émotion et des protestations internationales. Les raids américains sur le Nord-Vietnam, jour et nuit, équivalent à des milliers de Sakhiet, à l'échelle de la moitié d'un Etat avec lequel les Etats-Unis ne sont pas, juridiquement, en guerre.

Devant cette agression, commise par la première puissance militaire du monde, que fait le gouvernement travailliste de Grande-Bretagne, le seul gouvernement d'une grande puissance qui se réclame du socialisme démocratique ? Il se solidarise publiquement avec l'agresseur. Que fait l'O.N.U. ? Elle a opportunément disparu. L'Afrique et l'Asie ? Elles n'osent pas donner à leur réprobation l'ampleur et la force d'une solidarité pratique résolue. L'Europe ? Elle n'a rien à dire, pas d'existence pas de conscience politique, laissant à de Gaulle le soin (et le bénéfice) de la seule opposition perceptible à la guerre américaine. L'U.R.S.S. ? Son attitude, à cette occasion, porte à son comble l'équivoque de la coexistence pacifique conçue comme une solidarité des plus grandes puissances.

« A partir de combien de millions d'hommes, de combien de kilomètres carrés ou de quelle importance stratégique a-t-on droit à la solidarité socialiste, et peut-on bénéficier de l'internationalisme prolétarien ? » Cette question, posée par un militant dans une réunion du P.C.F., résume tout le drame du Vietnam et celui du socialisme actuel.

### « Casser du jaune »

Le président Johnson a ainsi reçu l'autorisation de « casser du jaune ». La démission socialiste et démocratique internationale lui a conféré le droit de faire un pari atroce et stupide : celui de vaincre une insurrection populaire en Asie.

Et pourtant, il a déjà perdu son pari. Aucun des deux objectifs qu'il assignait aux bombardements sur le Nord-Vietnam n'a été atteint :

**1** L'OBJECTIF POLITIQUE : briser le moral de la République démocratique du Vietnam et l'amener à négocier dans les conditions voulues par Washington.

Hanoï n'a pas demandé grâce. C'est au contraire Johnson qui a dû parler de négociation sans condition. Du même coup, il approfondissait le trouble, à Saïgon, parmi les militaires et les politiciens qui n'existent que grâce au soutien et aux subsides américains.

L'opinion américaine, qui avait d'abord cru à l'usage de la force aérienne comme instrument de décision politique, a commencé à s'inquiéter de « l'escalade » qui mène non à la paix mais à une grande guerre en Asie. Le président n'est plus guère applaudi maintenant que par ceux qui ont voté pour Goldwater il y a six mois.

La même « escalade » fait peu à peu le vide autour des Etats-Unis dans le monde.

# ALGER

## Une méthode pour dépasser la querelle sino-soviétique

La réception de Tito en Algérie a dépassé par son éclat, par la ferveur des foules, celles des autres chefs d'Etat ou chefs de gouvernement du tiers monde ou du camp socialiste venus visiter ce pays au cours de ces

Dans cette épreuve de force ouverte par les bombardements sur le Nord, l'avantage va au Vietcong, au Nord-Vietnam, à la Chine, au communisme asiatique.

**2** L'OBJECTIF STRATEGIQUE : paralyser l'aide que le Nord fournit au maquis dans le Sud, en coupant les voies de communication, en particulier le grand axe Hanoï-Huê.

Les voies ferrées, les routes, les ponts, un certain nombre de positions militaires ont été durement touchés.

Mais ce n'est, au Nord-Vietnam, ni l'effondrement ni même la paralysie. C'est la guerre. C'est, pour le peuple vietnamien au nord du 17<sup>e</sup> parallèle, une guerre nationale dont le sens est plus clair que jamais.

Depuis deux mois que les bombardements se succèdent pratiquement sans répit, les chasseurs-bombardiers américains trouvent toujours des convois sur les routes.

Les routes sont réparées aussitôt après les bombardements. Les voies ferrées le sont aussi, un peu moins rapidement. Tel pont, trop difficile à remettre en état, est abandonné ; cela oblige à des transbordements, à des portages dont les Vietnamiens sont, après tout, de redoutables spécialistes. Tel autre ouvrage d'art est hâtivement réparé avec des moyens de fortune.

La R.D.V.N. voit certainement s'accroître ses difficultés. Elle offre le spectacle d'un Etat soumis à ce type même de l'agression coloniale : la guerre non déclarée. Mais elle renonce certainement moins que jamais à soutenir le maquis du Sud. Car, en dépit du pilonnage américain sur le Nord, l'avenir du Vietnam se joue dans le Sud.

### La 325<sup>e</sup> Division

Les Américains viennent justement de faire connaître — par un curieux « communiqué officieux » (1) de Saïgon — que des unités de l'armée nord-vietnamienne tiennent des positions très fortes sur les hauts plateaux, dans la région de Kontum.

S'il s'agit bien, comme on le dit à Saïgon, d'éléments de la 325<sup>e</sup> Division, on se trouve en présence de troupes qui sont à la fois parmi les meilleures de la R.D.V.N. et, probablement, dotées d'un armement lourd, peut-être d'engins modernes. En effet, les Divisions légères sont numérotées 304, 308, 312, etc. La 325<sup>e</sup> se situe en dehors de la série des formations normales.

Si prudent qu'il faille être à l'égard des informations lancées à Saïgon, il n'y a aucun doute sur la solidarité dont le Nord fait preuve à l'égard du maquis.

Cette solidarité explique à la fois l'acharnement américain à bombardier le Nord et l'ampleur croissante des opérations menées au nom du Front national de Libération au sud du 17<sup>e</sup> parallèle, particulièrement dans une vaste zone dont Da Nang (autrefois : Tourane) est le centre.

Paul Parisot.

(1) Curieux communiqué, en effet. Il est anonyme. Est-ce à dire qu'il ne s'est trouvé personne, à Saïgon, pour en prendre la responsabilité ? Il semble qu'on soit en pleine guerre des « services » et des « clans ». La présence d'unités de la 325<sup>e</sup> Division nord-vietnamienne dans le maquis est, en réalité, connue depuis un mois et demi au moins. On peut donc avancer, sans grand risque de se tromper, que cette divulgation est une manœuvre, visant à relancer « l'escalade ».

fectifs et culturels particulièrement étroits :

« On sait en Algérie que la Yougoslavie a été le premier pays à envoyer en novembre 1962 des équipes de tractoristes, de mécaniciens avec leur matériel pour aider à réussir notre campagne de labour... »

« Le pays socialiste prenait avec la Yougoslavie un visage particulier, nouveau et plus humain. »

Tels sont les termes dans lesquels « Révolution Africaine », l'hebdomadaire du F.L.N., salue la venue de Tito. Ce journal rappelle à ce propos que la Yougoslavie, à l'instar de tant de pays du continent africain, a des attaches musulmanes, qu'elle a dû faire front à des antagonismes ethniques et qu'elle a trouvé, tout comme l'Algérie, dans l'autogestion, une solution à bon nombre de ses difficultés de pays sous-développé.

Il est certain, également, que le voyage de Tito à Alger répond à certaines exigences de la conjoncture in-



M. Yazid : assurer par-dessus tout la victoire des peuples opprimés...

ternationale. Tito est l'inspirateur de la motion des non-alignés sur le Vietnam qu'a signée l'Algérie. Tito a, sur la question palestinienne, une position assez voisine de celle de Bourguiba, il tenait à confronter son point de vue avec celui de Ben Bella, d'autant qu'il partait ensuite pour Le Caire, où il devait rencontrer Nasser. Tito, enfin, ne rendait pas seulement visite à l'Algérie, pays ami, mais aussi à la nation qui va accueillir en juin la conférence afro-asiatique.

### Pas d'axe Alger-Belgrade

Il serait hasardeux, néanmoins, d'en conclure qu'un axe diplomatique Alger-Belgrade est en train de se constituer. L'Algérie a une politique étrangère, qui n'est alignée ni sur celle de Moscou, ni sur celle de Pékin et qui ne semble pas pour autant devoir strictement épouser les contours de la politique étrangère yougoslave. Pourquoi ? Ce pays, qui, depuis son indépendance, n'a recherché aucun leadership, est en train de devenir ce que Philippe Herreman appelle, dans « Le Monde », un des pôles d'attraction du tiers monde.

Cette assez extraordinaire aventure, dont la genèse remonte à la fondation de l'O.U.A. (Organisation de l'Unité Africaine), a véritablement commencé l'an passé à Alger, au moment du Conseil de solidarité afro-asiatique (à ne pas confondre avec la conférence). On se souvient que lors de ces assises internationales, la Chine et l'Union soviétique s'affrontèrent sur la question de la coexistence pacifique. En tant que puissance invitante, l'Algérie, qui entretient des relations amicales avec ces deux nations, se trouvait dans une situation très inconfortable. Son

représentant, Yazid, s'en tira avec une extraordinaire virtuosité, en proclamant que les pays du tiers monde n'avaient rien à faire dans la querelle des deux grands du socialisme. Cette déclaration n'aurait pu être que la prise de position opportune d'un petit Etat soucieux de ne pas se mêler des affaires des grands. Il n'en fut rien. La déclaration de Yazid devait donner naissance à une doctrine de politique étrangère solide, cohérente, qui n'est plus seulement aujourd'hui celle de la diplomatie algérienne mais reflète les aspirations de bon nombre de nations du tiers monde.

### Querelle stérile

Cette doctrine peut se résumer comme suit :

« La querelle sino-soviétique est en grande partie une querelle inutile. Moscou et Pékin sont divisés sur les moyens à employer pour libérer les pays du monde encore sous le joug de l'impérialisme. Ils perdent leur temps. Car les centres de décision ne sont ni à Moscou ni à Pékin mais au sein même des pays qui ont à se libérer. Aussi, l'Algérie se propose-t-elle de juger l'U.R.S.S. et la Chine non pas selon la stratégie théorique qu'ils suggèrent, mais selon l'aide effective qu'ils sont en mesure d'apporter aux peuples qui engagent le combat pour leur émancipation. »

Les événements dans le Sud-Est asiatique, les disputes entre les Chinois et Soviétiques, allant jusqu'à gêner matériellement l'aide au Vietnam du Nord, tandis que pleuvent les bombes américaines, n'ont pas contribué, pour un peu, à étendre l'audience de la doctrine algérienne à travers le tiers monde. D'autant que l'Algérie se garde de renvoyer dos à dos Américains et sino-soviétiques et a soin, à la différence du partenaire yougoslave, de souligner l'existence d'une distinction fondamentale entre « l'impérialisme occidental » et « les frères ennemis du camp socialiste ». D'autant que l'Algérie n'a pas seulement une doctrine à présenter aux autres nations mais aussi l'exemple d'une réussite nationale : elle est parvenue en trois ans à fonder, sur l'indépendance politique recouvrée, une réelle indépendance économique tout en conservant des liens de coopération avec l'ancien colonisateur.

Aujourd'hui, le gouvernement Ben Bella, qui n'a jamais recherché personnellement de leadership, se trouve placé, de par le rayonnement qu'il exerce sur bon nombre de nations du tiers monde, dans une position de leader. Ce rôle qu'elle n'a pas convoité, l'Algérie est décidée à en assumer toutes les responsabilités. Cela l'oblige aujourd'hui à se tenir à égale distance de Belgrade, de Moscou et de Pékin, en conservant avec les uns et les autres des relations cordiales.

Jacques Vivien.

## TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV<sup>e</sup>)  
Tél. : SUF 19-20

Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV<sup>e</sup>)  
Tél. : FON 22-60

Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14<sup>e</sup> Tél. : LIT 19-39.  
Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

6 mois ..... 18 F  
1 an ..... 35 F  
Soutien : à partir de .. 70 F  
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 82-81, rue La Fayette Paris (9<sup>e</sup>)

## 1<sup>er</sup> MAI 1965

# POUR LA REDUCTION DE LA SEMAINE DE TRAVAIL : LES 40 HEURES SANS DIMINUTION DE SALAIRE

**L**E 1<sup>er</sup> mai a été dès l'origine une journée de manifestations de la classe ouvrière pour la **réduction de la durée du travail salarié**. C'est un 1<sup>er</sup> mai, à Chicago, que des ouvriers américains ont engagé la grande lutte **pour la journée de 8 heures** : le sang a coulé, et c'est, depuis ce jour, que le 1<sup>er</sup> mai a été commémoré dans la classe ouvrière de tous les pays comme un symbole de la lutte pour la réduction des temps de travail que le salarié vend à l'employeur, capitaliste ou Etat.

**S**I l'on en croit les propagandistes du néo-capitalisme, ce n'est plus la durée réduite du temps de travail que réclament aujourd'hui les salariés, c'est la stabilité de l'emploi, et de longs horaires pour se faire de meilleures paies. Certains vont même plus loin : ils vous expliquent sans sourciller que ce qui intéresse avant tout les salariés, c'est l'occupation de leur temps de loisir. Ils ne savent pas quoi en faire ! Quand les horaires descendent au-dessous de 40 heures, ils cherchent du travail « noir » ou un second métier ! Voyez-vous ça ? Que feront-ils de leur « temps libre », tous ces gens qui ne demandent qu'à travailler, et même beaucoup ! C'est de leurs loisirs qu'il faut s'occuper, et pas de leur temps de travail ! Mais tout cela ressemble plutôt à du verbiage d'apprentis sociologues, ou à la publicité pour les fabricants de télévision.

**L**A vérité est toute différente. En 1965, la durée du travail, dans les grands pays industriels, est encore ce qu'elle était il y a cinquante ans. Aucun progrès de ce côté ! Avez-vous lu les titres du **Populaire** de 1936, que nous reproduisons en première page ? Vous y verrez qu'il y a trente ans déjà, le gouvernement du Front Populaire, sous la pression des travailleurs, au cours de grèves nationales massives, avait arraché la semaine de 40 heures ! Cela n'a pas duré longtemps... Et aujourd'hui, en 1965, c'est encore 40 h pour un salaire normal que réclament les travailleurs. En France, c'est en 1918 que la « loi de 8 heures » avait été arrachée, au lendemain du grand massacre de 1914-18. Et aujourd'hui, 8 heures est en-

core le régime normal, pour 6 jours par semaine.

**D**EPUIS des mois et des années, toutes les luttes ouvrières ont tourné autour de la réduction des horaires de travail, sans diminution des salaires hebdomadaires globaux. C'est le seul moyen véritable d'arracher au patronat et à l'Etat une partie des profits qu'ils accumulent sur le dos des salariés, d'accroître la valeur de leur effort, et les moyens de consommation dont ils pourront jouir. De plus, la productivité technique s'est accrue de façon si considérable que la réduction du temps de travail serait toute naturelle... s'il n'y avait pas les intérêts capitalistes. Il faut ajouter qu'aujourd'hui les activités industrielles entraînent des contraintes, des rythmes, une pression accrue, qui exigent des durées réduites de travail. Les temps de transports harassants viennent aussi s'ajouter à la fatigue des temps de travail. C'est aussi pour cela que les travailleurs, dans tous les mouvements revendicatifs en cours, dans toutes les grèves, exigent un retour aux 40 heures normalement payées.

**E**T c'est aussi pourquoi le gouvernement fait un barrage brutal à toute diminution légale de la durée du travail. Le patronat privé, à son habitude, se contente de jouer avec les horaires selon les fluctuations du marché ; il les réduit parfois, mais c'est pour diminuer d'autant les salaires. Quand il accroît les « heures supplémentaires », c'est aussi pour accroître les bénéfices. Et l'Etat, pour sa part, fait tout son possible pour garantir au patronat ce jeu d'exploitation. Lors de la préparation du IV<sup>e</sup> Plan, Debré avait exigé que le plan soit établi sans envisager une modification de la durée du travail. Pompidou a exigé la même chose dans la préparation du V<sup>e</sup> Plan, acceptant seulement une réduction « spontanée » de 1 h 30 hebdomadaire, étalée sur cinq ans, négociée dans des conventions collectives. En somme, patronat et Etat s'entendent pour empêcher, par tous les moyens possibles, une réduction substantielle de la durée du travail. C'est pourquoi cette réduction reste un des objectifs essentiels de l'action ouvrière. Et pour atteindre cet objectif, une action nationale, massive, devient nécessaire, car il est d'autant plus diffi-

cile de « grignoter » des avantages d'horaires, sans diminution de salaires, que l'Etat y oppose un barrage légal par son plan.

**C'**EST pourquoi le P.S.U., dans son projet de contre-plan, a proposé une mesure générale et radicale, en montrant qu'une réduction substantielle de la durée du travail était compatible avec un taux de croissance supérieur à celui qu'a fixé Pompidou. Notre contre-plan prévoit une réduction de 4 h 30 de la durée hebdomadaire du travail, ramenant ainsi la durée hebdomadaire normale à 40 heures. Cette réduction se fera en combinant l'action contractuelle (conventions collectives par branches) et l'action législative et réglementaire (abaissement des horaires maxima autorisés ; compensation obligatoire pour des congés supplémentaires des heures travaillées au-delà de la moyenne légale ; incitations fiscales et financières visant à encourager la réduction d'horaires opérées par des conventions collectives).

**C**ET objectif de lutte est un minimum. L'objectif réel devrait aller beaucoup plus loin. Aujourd'hui, c'est la semaine de 35 heures (5 jours à 7 heures) qui est le but souhaitable et possible. D'autre part, la durée hebdomadaire des temps de travail ne peut plus être envisagée sérieusement, à l'échelle de l'économie nationale, en dehors du temps de travail **de la vie entière**. Or, c'est ce temps lui aussi qui doit être réduit. C'est pourquoi l'âge de la retraite doit être aussi abaissé à 60 ans, et pourquoi l'âge de la scolarité normale doit être élevé sans délai jusqu'à 16 ans, en attendant les 18 ans qui doivent devenir habituels à toute la population jeune.

**C**E 1<sup>er</sup> mai nous rappelle l'enjeu énorme que constitue dans nos pays industriels le temps de travail, c'est-à-dire la matière même de l'activité humaine productive. En le réduisant, ce n'est pas l'activité économique que l'on réduit, grâce aux immenses progrès de la technique moderne, c'est l'exploitation des salariés que l'on diminue et dont on prépare la suppression — but suprême du socialisme.

**Pierre Naville.**